

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1739

du 17 avril au 23 avril 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Il y a la vie, il y a l'instinct puissant de la vie, il y a l'amour.
Ce ne sont pas des rêves, des suggestions, c'est la réalité la
plus vigoureuse et la plus profonde. » Romain Rolland



DISCRIMINATION

M 02137 - 1739 - F: 2,00 €



Roms, Noirs: cibles de choix page 14



Être insultée dans la rue, une fatalité quand on est une femme? Il faut bien croire que oui. Aujourd'hui encore, le sexisme ne peut être puni que s'il mène à une discrimination basée sur le sexe (dans le cas d'un entretien d'embauche, par exemple). Quand vous jetez une canette dans la rue, vous pouvez recevoir une amende. Quand vous traitez une femme de « salope » ou de « pouffiasse mal baisée », non. Même, si une femme que vous avez agressée a le culot de se défendre physiquement, vous pouvez porter plainte contre elle et gagner. Impunité totale. Malgré un certain nombre d'instruments juridiques supposés offrir une protection contre le sexisme, le racisme et toutes les formes d'intolérance, combien sont quotidiennement confrontés au racisme, à la discrimination, à l'exclusion et aux violences verbales et physiques? Racisme, sexisme... ne sont pas des opinions. Ce sont des délits. Si nous sommes favorables à la liberté d'expression, nous sommes aussi fondamentalement attachés à la responsabilité qu'elle implique. Ce n'est pas être un horrible censeur que rappeler que l'insulte est guerrière, qu'elle humilie et qu'elle dégrade, qu'elle provoque et qu'elle stigmatise, qu'elle menace et brise. N'en déplaise aux pourfendeurs du très méchant « politiquement correct », la liberté d'expression ne s'incarne pas glorieusement dans l'aboïement haineux.

Actualité

À droite toute et en avant, par Justhom, page 3

PMA-GPA : le gouvernement a peur, par P. Schindler, page 4

Les Anartistes fermés, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Flics à Paris 8, page 7

FN et programme éducatif, par G. Chambat, page 8

Dix-huit féministes arrêtées, page 10

International

Parité, égalité, priorité, par R. Pélagie, page 11

Interview de l'ABC Belarus, par A-Radio Berlin, page 12

Arguments

Gitans, Noirs et Arabes, par P. Schindler, page 14

À voir

L'Atlantique noir, par M. Joffrin, page 17

Histoire

L'affaire des Scottsboro boys page 19

Le mouvement

Marc Blondel est mort, par J. Hédou et F. Lerestif, page 20

Illustrations

Aurelio, Krokaga, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

À droite toute et en avant !



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE François Hollande a été élu pacha (commandant) du navire France le 15 mai 2012 sous l'étiquette socialiste. Dix-neuf mois après avoir pris les commandes du pays, ses errements de navigation l'ont amené à prendre une autre route, que celle qu'il prétendait avoir tracée. Rapidement, il a dérivé vers tribord (à droite).

La concrétisation de ce changement de cap, il l'a reconnu lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, où il a présenté son fameux pacte de responsabilité et a annoncé que sa nouvelle route était «le social libéralisme. C'est-à-dire qu'il s'est couché devant ses donneurs d'ordres que sont les milliardaires, les patrons du CAC 40 et le MEDEF. Il obéit aux ordres, d'où la dérive droitière. On ne peut pas dire que le cap, la route tracée par ce pacha «tempête», ait été pour les travailleurs et pour le peuple une route sereine et calme. Ils ont été ballottés, trimballés, jetés à la mer et en pâture aux requins du capitalisme. Le chômage s'est encore accentué. La fermeture d'entreprises ne s'est pas ralentie. Les salaires n'ont pas augmenté. Les retraites se ratatinent comme des peaux de chagrin. Les services publics se détériorent à grande vitesse. Se loger, c'est le parcours du combattant et le prix des loyers augmente sans cesse. De plus en plus de personnes renoncent à se soigner car, elles n'en ont pas les moyens. Le service public de la santé se décompose. Le coût des transports en commun est inabordable. Les immigrés sont poursuivis et chassés. Seules l'austérité, la rigueur et la répression progressent.

À tribord et en avant toute !

Après trois mois de navigation à vue, les 23 et 30 mars 2014, le navire a heurté un écueil qui l'a quelque peu sonné «les élections municipi-

pales». On n'était pas loin de l'échouage. Le navire a été passablement endommagé, ce qui a conduit le pacha à faire une petite escale pour des réparations de «fortune». Et comme on dit, en espérant qu'il n'y ait pas un nouveau coup de tabac et que le bâtiment ne sombre pas !

C'est ainsi que le pacha a nommé un autre second, Manuel Valls «un bidel capitaine d'armes» (en terme maritime, cette appellation date du XIX^e siècle et vient du nom d'un dompteur de fauves nommé Charles Bidel), tout un programme ! À bord d'un navire, le bidel est chargé de faire respecter la discipline, d'assurer la police et de distribuer les sanctions. Le bidel Valls en aura les moyens car, pour le seconder, ce dompteur très particulier, sera assisté d'une garde rapprochée (les ministres) et renforcée par le retour de deux vieilles ganaches, la mère fouettarde Ségolène Royal et la chattemite François Rebsamen.

Ces «sacos», (policiers maritimes très violents), seront les yeux et les oreilles du bidel. Il s'agira pour ce très mauvais équipage de continuer la même route, avec cette fois une forte inclinaison droitière car la route tracée sera «tribord et en avant toute». C'est clair que la réparation n'est qu'une réparation de fortune car à peine sortie du chantier élyséen le 1 et 2 avril 2014, le navire gîte fortement à droite, le colmatage ne tiendra pas longtemps. Les consignes de navigation données par le pacha ne permettront pas le changement de cap. Ce qui veut dire plus d'austérité, plus de rigueur et gageons qu'avec ce bidel-là, les ordres seront exécutés à la lettre. Le bidel capitaine d'armes et ses sacos ne toléreront pas le moindre manquement à la discipline ni le moindre désordre. Il faut savoir que dans la marine, pour dénoncer le comportement despotique du bidel, les marins

tourment en dérision ses fonctions, pour eux : un bidel ne porte pas de montre. Il décide de l'heure qu'il est ! Ou encore que : la seule chose qui arrive à la cheville d'un bidel, c'est sa chaussette.

Cela laisse augurer un pouvoir autoritaire, répressif et policier. Les travailleurs et le peuple n'auront qu'à bien se tenir. Le serrage de vis et de ceinture sera encore accentué d'autant que le bidel capitaine d'armes, souhaite la fin des 35 heures, prône le départ en retraite à 65 ans. Ces bonnes dispositions droitières lui ont valu en 2007, une proposition de l'ex-président Sarkozy, celle d'entrer dans son gouvernement. Mais, en attendant le peuple et les travailleurs subissent en permanence le tangage, le roulis, les outrages et les mauvais coups. Comme ce sont ces derniers qui sont à l'avant et à fond de cale ce sont eux qui ont des nausées, qui sont malades et qui sont les sacrifiés. Le prochain échouage du navire ne saurait tarder car, la météo électorale européenne prévoit un méchant coup de tabac pour le 25 mai 2014.

Que ces mercenaires, au service du grand capital se méfient car comme dans la marine, la solidarité, l'entraide et le collectif ne sont pas de vains mots. S'ils permettent de tenir le coup face à la violence des maîtres et des éléments, le peuple et les travailleurs pourraient bien se les approprier et s'en servir pour prendre possession des villes et du pays afin de gérer eux-mêmes leur destinée. Ainsi, ils mettront le cap vers une société dont ils auront décidé collectivement les modalités de fonctionnement. Pour réaliser cette révolution, les anarchistes seront toujours aux côtés des travailleurs, du peuple et de ceux qui souffrent.

Justhom

Cette PMA-GPA qui fout la **trouille** au gouvernement



LE RAPPORT «Filiation, origines et parentalité» a été remis à l'ancienne ministre de la Santé en février dernier qui, contrairement à son engagement, ne l'a pas rendu public, craignant certainement les réactions du lobby des réacs de la Manif pour tous avant les municipales. En effet, sont évoquées dans le rapport la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de lesbiennes et la reconnaissance des enfants nés par gestation pour autrui (GPA) à l'étranger. Après les vives réactions des chercheurs, le rapport a finalement été publié sur le site internet de l'École des hautes études en sciences sociales et sera examiné en vue d'une prochaine loi sur la famille en préparation par la ministre nouvellement nommée. Sont concernés, d'une part, l'accès aux origines et la place familiale des beaux-parents et, d'autre part, la filiation charnelle, l'adoption et la procréation médicalement assistée avec tiers donneur. C'est surtout ce der-

nier sujet qui fâche... Y compris à gauche... De fait, les auteurs du rapport ont essayé de reposer sagement la problématique: «Quand un couple où l'un est stérile a recours à un don de sperme, le droit est fait pour cacher le don et faire passer le mari stérile pour le géniteur de l'enfant. Tout est fait pour simuler une procréation du couple. Or, le problème c'est justement ce droit des mensonges et des secrets. Si on sortait de ce modèle "Ni vu ni connu" de pseudo-procréation charnelle, la perception du recours à la PMA par les lesbiennes ne serait plus la même. Le fait que deux femmes recourent elles aussi à un donneur n'apparaîtrait plus comme une sorte de "scandale ontologique". Souvenons-nous du discours de la meneuse de revue réac, Frigide Barjot: «On veut faire croire qu'un enfant peut naître de deux femmes! la théorie du genre nie la différence des sexes! On ne ment pas aux enfants!» En fait, elle inverse carrément les choses en niant que c'est justement le droit actuel qui est fait pour imposer des mensonges aux parents et aux enfants. Barjot met en accusation les seuls cou-

ples qui ne sont jamais tentés de mentir à l'enfant sur son mode de conception: les homosexuels! Le rapport suggère justement de ne plus cacher les choses, comme l'ont déjà fait des dizaines de pays de l'Union européenne. Le principe est simple: pour qu'un enfant puisse naître, la coopération de trois personnes est nécessaire: un couple d'intention (les futurs parents) et un donneur d'engendrement (qui ne sera jamais un parent). «Il suffit donc de l'assumer au lieu de le cacher et le problème sera réglé», conclut le rapport... Mais souvenons-nous de cette devise bien française qui semble mieux convenir aux réactionnaires de tout bord: pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? Surtout à grand renfort de théories du complot pour que les LGBT imposent celle du genre!

Patrick Schindler

groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Les Anartistes fermés

ROUJAN, PETITE COMMUNE DE L'HÉRAULT, dans l'arrondissement de Béziers, quelque 1920 âmes et un lieu de spectacle, Les Anartistes, oasis en milieu rural, géré par L'Assoc-Thaumate, association qui œuvre pour l'«accessibilité de la culture pour tous.» Précédemment localisée sur Mèze, l'Assoc-Thaumate est installée à Roujan depuis pile trois ans. Programmation régulière et, une fois l'an, un festival, Femme plurielle (lire notre encadré en bas), en juin, non forcément un festival féministe mais qui, simplement, fait thématique de la chanson au féminin, espace d'expression pour les femmes et la création féminine.

Les Anartistes sont-ils un trouble à l'ordre public? On ne sait, toujours est-il que les braves pandores (ceux que Brassens adore...) sont venus à la salle il y a deux jours pour dire (sans nullement l'écrire) qu'elle était fermée, que le concert de Natasha Bezriche (Lumières noires sur Léo Ferré) ne pouvait avoir lieu. Ni les suivants. Sans aucune autre explication, sans autre forme de procès, sans papier officiel à leur remettre. Juste en les convoquant à le gendarmerie ce lundi.

Ce matin, la chanteuse lyonnaise Natasha Bezriche, dont le concert aux Anartistes vient d'être de fait annulé, publiait sur sa page facebook : «Notre spectacle a été annulé ce 5 avril et la salle associative Les Anartistes est menacée de fermeture définitive... C'est vraiment affligeant et surtout inquiétant... Et je reçois des messages nauséabonds de quelques incertains, aigris, extrémistes douteux et de tout poil. Et qui me terrifient, car en plus de toutes ces tristes mésaventures, je lis : «Une métèque qui chante un anar, on a [pas] besoin de ça chez nous! Rentre chanter chez toi, Natasha Bezriche!» Alors ce matin, amis vaillants et vigilants, je suis en colère voyez-vous! Ils arriveraient presque à m'ôter l'envie de chanter. Et me donnent envie de crier!»

Qu'ont-ils donc fait ces bénévoles de si dérangeant, de si urgent qu'il faille fermer la salle et bouter artistes et publics hors du lieu? Ils sont à jour des licences 2 et 3 d'entrepreneurs de spectacle. Mais pas de la licence 1 d'exploitation de lieu de spectacle : le dossier est en cours et la prochaine commission d'attribution est fixée au 3 juin. Ça ne peut pas attendre? Est-ce cela le crime? Pas besoin ici d'une licence IV de débit de boisson : le public du lieu est adhérent de l'association, on ne sert à personne d'autre. L'association est à jour de la commission de sécurité. Y a pas péril en la demeure, donc. Mais le lieu est fermé et les artistes de samedi soir n'ont donc pas pris la route.



Ce n'est pas que de nombreux habitants de cette petite ville soient adhérents mais il y a toute de même pas mal de conseillers municipaux, fraîchement élus ou réélus, qui font partie de l'Assoc-Thaumate. Que vont-ils dire, que vont-ils faire? Et le maire, le socialiste Jacques Huc, réélu avec 71,11 % des suffrages, est-il carrément muet? La salle Les Anartistes, qui vit sans la moindre subvention, est reconnue par la communauté de communes. On attend donc la réaction de celle-ci.

Pas de lien direct en apparence avec la ville de Béziers et son nouveau maire soutenu par le FN : l'ordre de fermeture et d'annulation du spectacle émanerait d'une autorité administrative et s'est déroulé sur une commune PS. En attente de plus de précision.

Une grande partie de cet article a été publié sur <http://www.nosenchanteurs.eu/index.php/2014/04/06/roujan-qui-veut-la-fin-des-anartistes/>
Site Anartiste: <http://anartiste.e-monsite.com>

FESTIVAL FEMME PLURIELLE

Le festival Femme plurielle de l'Assoc-Thaumate devrait se tenir du vendredi 6 au dimanche 8 juin 2014, à Roujan, tant aux Anartistes qu'à la salle des fêtes. Avec Francesca Solleville, Fantine Leprest, Barbara Weldens, Géraldine Torrès et ses invitées, Melissmell, Daval, Sabine Drabowitch, Galim, Marie d'Epizon, Lily Luca, Adentro et Wat. Avec aussi des spectacles pour jeune public et des expositions.

Brèves de combat

Via l'printemps : les cons sont de retour !

Plus d'une centaine de manifestants réunis à l'appel de la Manif pour tous se sont regroupés aux abords du ministère de la Justice, furieux de voir Christiane Taubira reconduite au poste de garde des Sceaux. Parmi eux, on t'a reconnue la Boutin, opposante à la loi sur le mariage pour tous, expliquait à la presse : « Nous voulons montrer que le maintien de Christiane Taubira au ministère de la Justice est une véritable provocation pour tout ce qui touche à la famille ». Mais tais-toi donc !

Comment ça va les gens de la moyenne ?

Le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie révèle une inquiétante montée du racisme : 9 % des Français se disent « plutôt racistes » et 26 % « un peu racistes ». Et les autres se taisent comme sous l'Occupation ?

C'est reparti pour un tour !

Le maire FHaine d'Hénin-Beaumont a éjecté l'antenne locale de la Ligue des droits de l'homme du local qu'elle utilisait dans la mairie. Après seulement 8 jours d'exercice, il reproche à la LDH d'être « politisée et hostile à son équipe ».

Météo syndicale



« DIRE NON AU PACTE DE RESPONSABILITÉ, c'est dire oui au progrès social, aux salaires, à l'emploi, aux services publics et à la sécurité sociale, oui au syndicalisme libre et indépendant. » Ben oui, ce bout de déclaration de FO, la CGT tout comme d'autres organisations syndicales pourraient le dire haut et fort. Pourtant, sur le terrain ça se conjugue autrement ! Après l'appel aux urnes contre l'austérité avec les résultats que l'on sait¹, on a eu droit dans la même direction à « contre l'austérité le 12 avril, dans la rue citoyens » !

Dans cette manifestation de samedi dernier, appelée « le troisième tour citoyen », large spectre à base politique et associative : Parti de gauche, PCF, associations de chômeurs... le tout largement accompagné de la CGT (2). Ainsi la secrétaire de l'Union régionale d'Ile-de-France semble plus que se positionner au-delà du champ strictement syndical... « Nous sommes pour un syndicalisme de transformation sociale. Mais il faut aller plus loin et susciter une dynamique de rassemblement bien au-delà, pour construire un rapport de forces favorable. »

On est là dans un positionnement syndical qui mélange allégrement le Programme commun avec celui de la CGTU... tout pour les partis politiques qui sont le fer de lance du progrès social ! Se lier les mains en accep-

tant une direction politique extérieure au mouvement syndical semble se dessiner à l'horizon. Ce n'est certes pas nouveau, mais le sursaut social de 1936 avait d'autres bases ! Gageons que la confrontation avec le Premier ministre aura mis d'autres idées en tête aux responsables des syndicats représentatifs. Un front syndical minimum pour enrayer la débâcle pour sortir le mouvement social de l'ornière ?

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Devant les résultats désastreux le secrétaire général du Parti communiste en a même appelé aux abstentionnistes !

2. On a entendu des bruits de discorde à Montreuil, dans les « instances dirigeantes » de la CGT. Il y aurait eu des hésitations pour le ralliement au 12 avril. Indépendance, mais sur quelles bases ?

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Bravo la gôche !

La Manif pour tous veut bloquer une action nationale pour aider les jeunes homos contre le suicide. Depuis quatre ans, le ministère de l'Éducation diffuse dès la 3^e une campagne proposant le service d'aide à distance Ligne Azur (ligne d'écoute et site internet). Mais la Manif pour tous y voit cachée derrière la pseudo-«théorie du genre». Le gouvernement en a déjà repoussé le lancement deux fois et pourrait maintenant décider de sacrifier cette action pour ne pas fâcher le lobby réac.

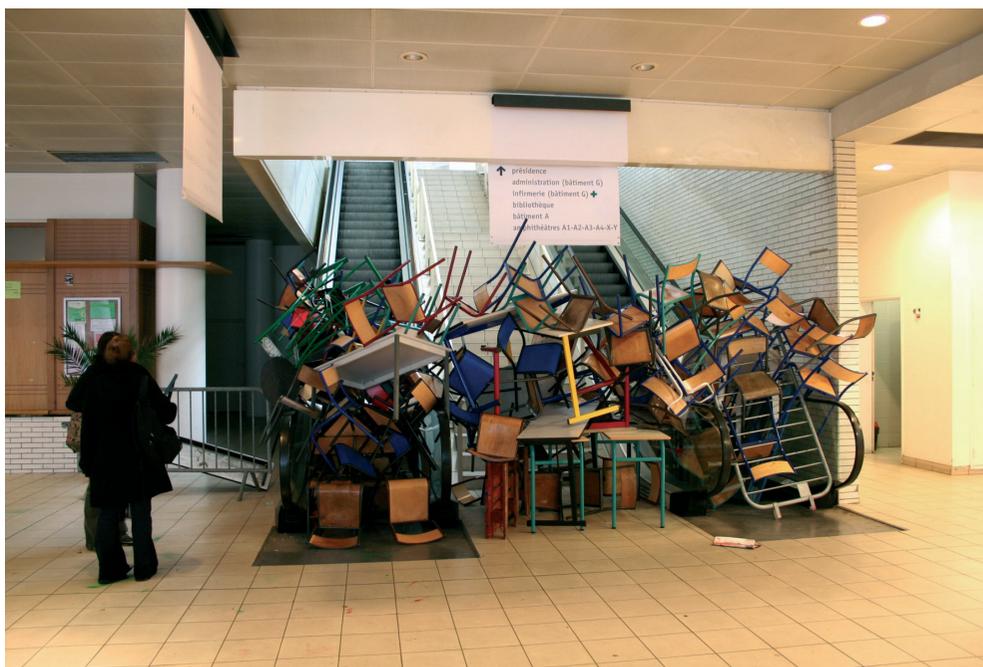
Gare aux poteaux électriques

En Tunisie, la démocratie – même bourgeoise – a du mal à s'installer. Le 17 mars dernier Sabri Ziadi était retrouvé pendu à un poteau électrique à plusieurs kilomètres de son domicile. D'abord qualifié de suicide, l'enquête semble maintenant retenir la thèse de l'assassinat politique. Cet avocat, ancien membre de l'Union générale des étudiants tunisiens (Uget), était un adversaire déclaré – et radical – du parti islamiste Ennahda au pouvoir de fin 2011 à début 2014. Il était également l'avocat du cyberactiviste Mohamed Amin Slama. Actuellement réfugié en France en raison des menaces de mort des islamistes, Slama serait en possession de documents explosifs sur les agissements des islamistes tunisiens. Raison de plus pour éviter de passer trop près des poteaux électriques.



Des flics à Paris 8

Communiqué de presse étudiant sur la manifestation du mardi 8 avril 2014 à l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis



Une manifestation ce mardi 8 avril au matin a réuni près de 500 étudiants et personnels de l'université, qui ont porté les revendications suivantes :

- l'abrogation des mesures liberticides incluses dans le nouveau règlement intérieur, qui menace les libertés d'expression et d'association au sein de l'université ;
- la remise en cause du regroupement avec l'université Paris 10 Nanterre et des conséquences qu'il aura sur les conditions d'étude et de travail au sein de l'université ;
- le retour sur la suppression unilatérale de nos formations et de nos acquis : suppression de diverses formations (5 licences de langue, le Desu art-thérapie, l'Institut d'enseignement à distance menacé), fin des rattrapages en septembre, fin du droit d'inscription de tous les étudiants étrangers.

Face à l'absence d'écoute de la part de la présidence, une occupation a semblé la façon la plus efficace de faire entendre nos voix. Une assemblée générale regroupant plus de 200 étudiantes et étudiants, Biatoss et enseignants

chercheurs de l'université a rejoint cette occupation dans le patio de la présidence. Dès 13 heures, nous avons occupé pacifiquement le patio de la présidence. L'assemblée d'occupants s'est opposée à la proposition de dialogue entre une délégation étudiante et la présidence. Cependant, les étudiants ne se sont jamais opposés à la liberté de circulation du personnel de la présidence qui a pu vaquer à ses occupations à sa guise pendant toute la durée de l'occupation. Ainsi, nous dénonçons l'accusation mensongère et l'instrumentalisation faite par la présidence qui présente cette mobilisation comme une séquestration.

À 19 h 10, M^{me} Tartakowsky, présidente de l'université, a pu sortir en toute liberté du bâtiment malgré l'occupation étudiante. Celle-ci s'est maintenue jusqu'à une intervention policière violente, au cours de laquelle les occupants ont été délogés par la force. Par ce recours honteux aux forces de police, la présidence montre une fois de plus son autoritarisme et le peu de cas qu'elle fait de notre liberté d'expression !

Programme éducatif : de qui s'inspire le FN ?

Grégory Chambat



C'EST BIEN PARCE QUE la mise sous tutelle idéologique du système éducatif est l'un des éléments clés de la stratégie du FN que la première mesure proclamée par les mairies passées aux mains de l'extrême droite concerne le scolaire. C'est aussi pour cette même raison que notre engagement pédagogique et notre critique de l'école constituent une composante du combat antiréactionnaire. L'annonce, par Marine Le Pen, de la fin des menus de substitution au porc est en effet la première application de son programme

«éducatif» tel qu'il est défini dans la plateforme du parti et repris dans une brochure du collectif «Racine» qui se veut un guide des nouvelles pratiques municipales en matière d'éducation.

C'est pour nous l'occasion d'une première analyse du programme du FN en matière d'éducation. Mais, avant de rentrer dans le détail de ce programme, ce billet sera consacré avant tout à ce qui l'a inspiré et au projet social qui le porte.

L'esprit et les propositions de ce projet

s'inscrivent assurément dans une longue histoire, celle des rapports entre l'extrême droite et l'école, sur laquelle nous reviendrons dans un prochain billet. Sa «réactualisation», si l'on peut dire, tant les idées défendues ici, sont systématiquement inspirées par un retour au passé, doit beaucoup aux thèses propagées depuis une trentaine d'années par toute une littérature réactionnaire sur l'école qui s'est autoproclamée «républicaine». C'est déjà à cette prose que se référait Jean-Marie Le Pen dans son discours de Dijon sur l'école

(26 novembre 2006) lors de la campagne présidentielle de 2007, introduisant sa diatribe par la litanie des titres des ouvrages des Brighelli, Le Bris, Capel et autres Polony. Sur son blog, Claude Lelièvre démontre que dans ce domaine, avec Marine Le Pen, il n'y a pas rupture mais bien continuité («Le Pen et l'école, Marine après Jean-Marie, du nouveau?», 3 octobre 2011). La matrice reste la même, comme en témoigne le titre retenu pour chacun des deux textes programmatiques : Pour une école de la maîtrise des savoirs, pour une école laïque et républicaine (brochure Racine) et Refonder l'école de la République (projet du Front national).

Le programme officiel du parti sur l'école est l'un des piliers du projet, classé dans la rubrique «Avenir de la nation» (et non pas de la «République», il s'agit bien ici de redresser «l'école de la nation»). Quant à parler ici «d'avenir», on découvrira vite que nous avons affaire à une politique de régression, dictée par une mythification du passé.

Le programme s'ouvre par une analyse tout droit sortie des pamphlets républicains, où se succèdent une série de lieux communs et de clichés à contre-courant du vécu dans les établissements scolaires ou des études sur l'école, piochant ici une citation de Platon, là une comparaison des résultats à une dictée : «Inutile de le nier : le niveau des élèves baisse d'année en année», «Laxisme face aux violences scolaires en progression continue, dispersion des apprentissages au détriment du français et du calcul, mise à l'arrière-plan de l'histoire de France, pour des raisons essentiellement idéologiques», «Depuis une quinzaine d'années, l'insécurité à l'école n'a cessé de progresser, de l'ordre de 10 % par an d'après les chiffres officiels. Or la transmission du savoir ne peut s'effectuer ni dans le chaos ni dans l'anarchie». Voilà ce qui permettait à Jean-Paul Brighelli de déclarer dans *Le Point* (4 octobre 2013) que «les constats du FN, repris par le collectif Racine (officine d'enseignants soutenant Marine Le Pen), sont à peu près tous corrects» dans une sorte d'autocélébration et d'hommage au «copier-coller».

Quant aux mesures préconisées par le programme du FN, on y retrouve les mêmes cibles que dans la prose des «républicains» : «L'école n'est pas "un lieu de vie" où l'enfant construirait son savoir par lui-même. Depuis 1968, les méthodes pédagogistes ont peu à peu démantelé l'école de la République, bloquant l'ascenseur social et faisant de nos enfants des cobayes livrés à toutes les expériences plus catastrophiques les unes que les autres. Au centre de l'école, doit se trouver la transmission des connaissances, acquises difficilement par l'humanité au cours des siècles. Le maître sait, et n'a pas à être tutoyé par l'élève, qui lui doit respect et obéissance pour apprendre grâce à son effort évalué par la notation. Si félicitations et encouragements sont nécessaires, les sanctions sont tout aussi inévitables.»

C'est dans cette logique que s'égrène une succession de propositions et de slogans qui célèbrent l'ordre, la discipline, l'obéissance

mais aussi l'appauvrissement des savoirs étudiés et des méthodes : «La valeur centrale de discipline», «Se centrer sur les savoirs fondamentaux», «Méthodes d'enseignement : la fin de l'aventure pédagogique». S'y lit surtout la nostalgie d'une école de la tradition (avec ses cartes de géographie, ses dates de l'histoire de France, ses leçons de calcul, ses dictées, etc.) qui cherche absolument à nous faire croire que l'école est devenu un «centre aéré», où plus rien ne s'apprend. Derrière le «retour à l'ordre», c'est la «tolérance zéro» – en bon français «l'intolérance», concept pour lequel le FN dispose en effet d'une longue expérience –, le primat du répressif sur l'éducatif, sans qu'on sache très bien en quoi la restauration des écoles-casernes conduirait à l'avènement d'individus libres et autonomes. «La véritable sélection, j'ose le dire, est source de l'égalité véritable. Il nous faudra refaire de l'école le lieu privilégié de la transmission du savoir minimum sans lequel, dans notre société, nul ne peut survivre, s'insérer, s'élever dans l'échelle sociale» (Jean-Marie Le Pen) : derrière le «retour aux fondamentaux», c'est le rétrécissement de l'horizon culturel et la mise sous tutelle des apprentissages au profit d'une orientation idéologique nationaliste, comme en témoigne l'accent porté sur une «certaine» histoire de France. C'est aussi, au nom de l'inégalité des capacités, la volonté de renforcer le rôle de l'école comme outil de reproduction et de légitimation des hiérarchies – auquel il est sans cesse fait référence – en instaurant au plus tôt des orientations au profit des élites et au détriment de l'immense majorité. Derrière la laïcité, une politique d'épuration culturelle et de stigmatisation de certaines catégories d'élèves, non pas pour des raisons pédagogiques (en quoi les menus des cantines sont responsables de l'état du système éducatif?) mais là encore pour des motifs idéologiques. Derrière la nostalgie des méthodes traditionnelles, de l'élevage «à la dure», c'est le formatage d'une population qu'il s'agit de dresser, de modeler et non d'éduquer ou d'accompagner dans son appropriation des savoirs.

Distiller le soupçon sur tout ce qui tend à l'égalité sociale, ériger les hiérarchies, les divisions – l'hystérie accompagnant la dénonciation des programmes antisexistes en témoigne – en principes naturels : c'est bien là le cœur du programme. Car s'attaquer à l'égalité, à l'accès de tous au savoir, à l'émancipation nécessite de brouiller les repères, de falsifier le réel – autant celui d'aujourd'hui que celui d'hier, au nom d'un «bon sens» savamment fabriqué (la fameuse «Fabrique du crétin?»).

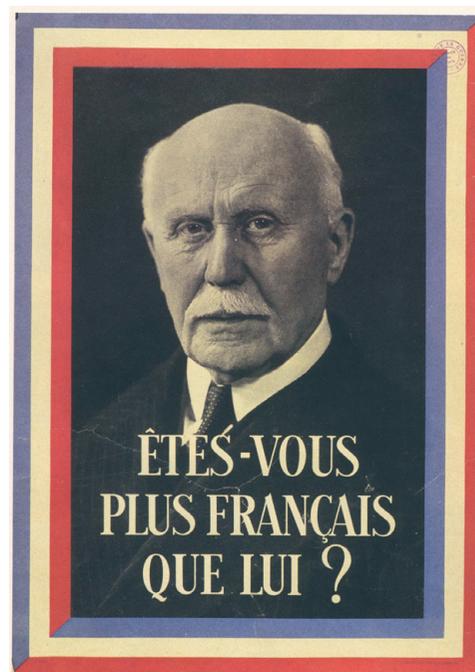
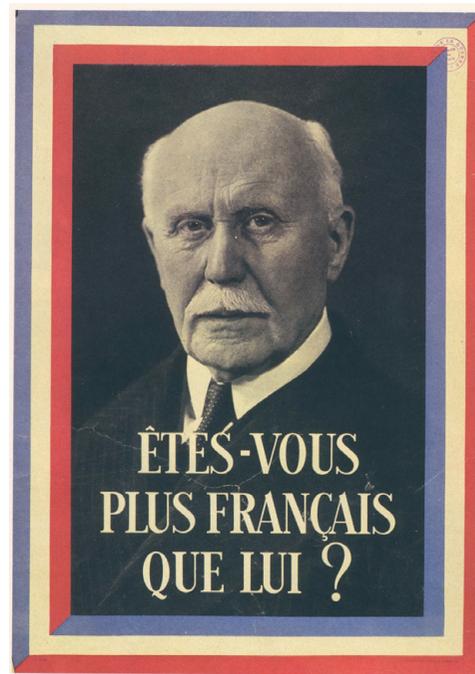
Surfant sur la nostalgie de l'école de la sélection et de l'élitisme, qui était avant tout une école de la ségrégation sociale, le FN bénéficie d'un terrain qui a été bien préparé par toute une littérature réactionnaire. C'est à cette logique et à ce projet social de ségrégation qu'il faut s'attaquer. Toutes les critiques de l'école ne se valent pas et elles ne prennent de sens que dans la perspective politique dans

laquelle elles s'inscrivent. Les échecs de l'école d'aujourd'hui n'ammnistient pas ceux de l'école d'hier.

Déconstruire ces mythifications et ce culte du passé, poursuivre la critique de l'institution actuelle, avancer des pistes pour des méthodes et des pratiques s'inscrivant dans une perspective d'émancipation et non de soumission et de reproduction sociale, tels sont les enjeux qui doivent aussi nous mobiliser au quotidien.

G. C.

Cet article peut être lu sur le site www.fondation-besnard.org



Dix-huit féministes **arrêtées**



FIN 2013, une habituée de La Mutinerie, bar situé dans le 3^e arrondissement de Paris, a été agressée, vers 2 heures du matin à la fermeture du bar. Elle donnait un coup de main au personnel et comptait passer le balai devant le bar, lorsqu'un homme lui a adressé des propos à caractère sexiste et sexuel : «*En passant le balai t'auras qu'à te pencher, t'y verras peut-être mieux et au passage tu me suceras*», «*La petite pute croit qu'elle va faire peur à qui?*», «*Vous les gouines vous vous prenez trop pour des bon-hommes*». Elle s'est défendue verbalement en lui intimant de cesser, ce qui n'a pas empêché l'homme de s'en prendre à elle physiquement. Elle s'est alors défendue par des coups. Vraisemblablement alcoolisé au moment des faits, c'est seulement deux jours plus tard que l'agresseur est allé porter plainte. La victime, qui a dû se défendre d'une agression sexiste, sexuelle et lesbophobe, s'est vu prescrire plusieurs jours d'ITT (interruption temporaire de travail) pour être finalement convoquée au commissariat de police.

Mardi 8 avril, son audience avait lieu avec pour chef d'accusation : violences volontaires ayant entraîné une ITT de plus de huit jours. En plus des frais de justice, le verdict la condamne à cinq mois de prison avec sursis sur une période de mise à l'épreuve de cinq ans et à verser une provision de 800 euros à l'agresseur. Cela afin d'effectuer une expertise médicale pour déterminer le montant total des dommages et intérêts qu'elle devra verser.

C'est une sanction particulièrement sévère ! En effet le procureur et le plaignant ne demandaient «*que*» des dommages et intérêts assortis d'une amende. Le montant total pourrait atteindre 10 000 euros, selon l'avocat.

Au rendu du verdict, dix-huit féministes présentes en soutien à l'accusée ont alors manifesté pacifiquement leur désaccord dans la chambre du tribunal de grande instance. Évacuées avec force et violence, elles ont été retenues pendant deux heures devant le palais de justice, sans que leurs droits leur aient été notifiés, ni les motifs de leur rétention.

Emmenées au commissariat puis relâchées après vérification de leurs identités, il leur a été signifié que certaines d'entre elles seraient prochainement convoquées pour répondre aux accusations d'outrage à agent et de dégradation de matériel (des bancs de la chambre correctionnelle cassés lors de leur évacuation par la police).

Tout se paquant dans un contexte de recrudescence des violences contre les femmes, les trans et les gouines (agressions physiques suite à des démonstrations d'affection, insultes, attouchements dans les transports, remarques graveleuses... à la fois dans des espaces privés et publics).

Une fois de plus, la justice protège les agresseurs et condamne les femmes qui se défendent ou dénoncent l'impunité et la justice patriarcale.

Quel signe nous est ainsi envoyé lorsque nous décidons de nous défendre face aux agressions verbales, physiques, menaces de viol, perpétrées par des hommes cisgenres ? La logique de la «*réponse proportionnée*» devrait donc nous amener à nous contenter de dire «*non merci, bisous*» face aux menaces symboliques et physiques que nous subissons ? La victime de l'agression, pour s'être défendue sans ambiguïté et sans s'excuser, a déjà dû payer 2 400 euros de frais d'avocat, a écopé de mois avec sursis et risque de devoir déboursier une somme considérable à cause d'une société pro-viol secondée de sa police patriarcale, qui ne reconnaît pas aux femmes, aux gouines, aux trans, la légitimité de se défendre contre les agressions sexistes constantes dans l'espace public comme dans la sphère privée.

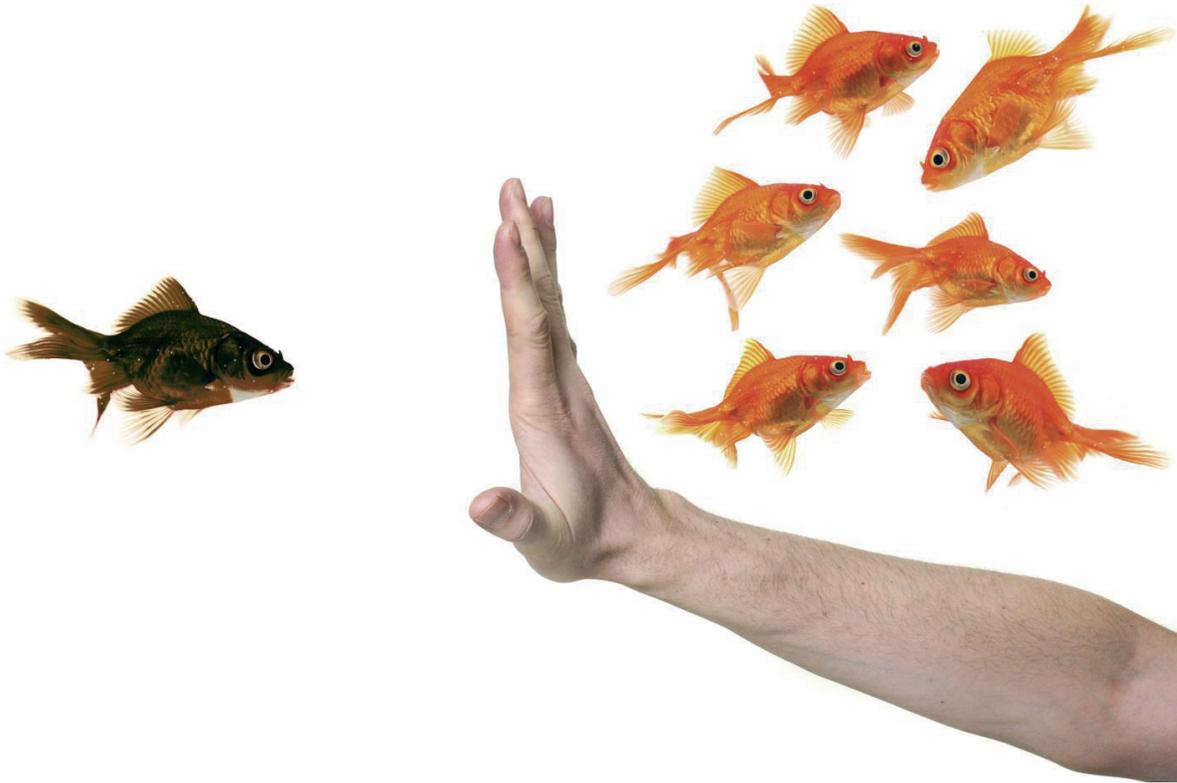
Nous exigeons :

- la relaxe pour la personne condamnée,
- l'abandon des poursuites à l'encontre des personnes interpellées au TGI,
- une interprétation de la notion de «*proportionnalité*» de la légitime défense plus en adéquation avec l'oppression vécue pour toutes les femmes, gouines, trans' confrontés à des agressions dans l'espace public comme privé.

Une manifestation contre les violences sexistes, lesbophobes et transphobes est en cours de préparation.

FACE AUX VIOLENCES, LÉGITIME DÉFENSE!

Parité, égalité, **priorité**



PARITÉ ? ÉGALITÉ ? En Espagne, le gouvernement autonome de la communauté valencienne a tranché. Dans sa décision publiée le 3 avril, son ministère des impôts vient de mettre les points sur les i à l'occasion du concours interne à l'Inspection des impôts pour obtenir un poste de technicien supérieur. Un jury composé de deux hommes et cinq femmes est chargé de juger des résultats et mérites des candidats. Comme pour tout concours, il y a évidemment plus de postulants que de places, plus de prétendants que d'élus, et donc parfois non pas un cas de conscience (on ne leur en demande pas tant), mais un casse-tête pour départager deux candidats en ballottage pour un même poste. Dans ce cas-là, pas de panique, la Generalitat (gouvernement) de Valence a tout prévu. En cas d'égalité de résultats entre deux hommes, le poste à pourvoir sera attribué à celui qui aura le plus d'ancienneté dans cette corporation. Si les candidats y sont entrés en même temps, et qu'ils sont donc toujours à égalité de mérite et d'ancienneté, le critère retenu sera celui de l'ordre alphabétique de leurs noms. Mieux vaut donc s'appeler Goya que Zurbarán !

Comme la nature, les gouvernements ont horreur du vide. Alors pour figoler un peu plus tout ça, le ministère des Finances a également prévu le cas de deux candidats –

homme et femme – arrivant à égalité en ce qui concerne leurs résultats à ce concours. Que croyez-vous donc qu'il ait été décidé en ces temps de parité, égalité etc. ? S'il y a égalité entre un homme et une femme, le poste à pourvoir sera attribué au candidat (ou à la candidate) le plus ancien dans l'institution. Oui mais, s'il y a toujours égalité direz-vous ? Simplissime : le poste sera attribué au candidat de... sexe masculin étant donné que le « sexe masculin » est le moins représenté dans ce corps de fonctionnaires. Cette mesure est une application du plan Igualdad (« égalité ») en faveur de la discrimination positive. En l'occurrence elle donne la priorité à l'homme sur la femme pour accéder à un poste de technicien supérieur du corps des inspecteurs des impôts de la Generalitat de Valence. On s'étonnera juste que cette discrimination positive n'intervienne pas de manière aussi radicale quand il s'agit de donner la priorité aux femmes dans d'autres corps de métiers où elles sont minoritaires.

Le ministère régional des impôts s'est évidemment empressé de préciser que le cas d'égalité parfaite entre deux candidats ne s'est jamais produit dans ce genre de concours. Quant aux syndicats institutionnels de la fonction publique, ils admettent pour leur part que si cette pratique de départage d'éventuels ex aequo peut sembler

« étrange », elle n'en est pas moins conforme à la loi. Donc, rien à redire. Avec des radicaux de ce type, la cause des femmes est entre de bonnes mains ! Nous n'aurons décidément que ce que nous prendrons.

Rosine Pélagie

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

Interview de l'**ABC Belarus** par **A-Radio Berlin**

(mars 2014)



Quel est l'état actuel des prisonniers anarchistes en Biélorussie ?

Leur situation est en constante évolution et nous essayons de faire des mises à jour en anglais sur le site www.abc-belarus.org chaque mois, résumant tous les changements.

Ihar Alinevich a écrit un livre en prison, sur la base de son journal. Comment est-il distribué et quelle a été la réaction en Biélorussie ?

Le livre a été publié en 2012 avec l'aide de l'éditeur Radical Theory and Practice, un collectif anarchiste. Il a été publié en Russie, puisqu'il n'est pas possible de le faire en Biélorussie. À l'heure actuelle, le livre est distribué dans plusieurs librairies et lors d'événements culturels. Ihar a reçu un prix pour le meilleur livre écrit en prison en Biélorussie

en 2013. En 2012, 1 000 exemplaires ont été imprimés pour la Russie et la Biélorussie et 1 000 autres ont été imprimés en 2013, juste pour le Belarus. Il y a eu beaucoup d'intérêts pour le livre dans les groupes politiques de la société. Le livre a également réussi à amener les idées anarchistes à des gens qui en étaient assez éloignés. Il ne les a pas nécessairement transformés en anarchistes, mais il leur a montré que l'anarchisme existe et est une théorie politique sérieuse.

Quelle est la situation de travail pour les anarchistes en Biélorussie en ce début de 2014 et en particulier des actions anti-répression ?

Il y a plusieurs groupes anarchistes qui travaillent activement dans le pays : l'Initiative contre la gentrification, Food Not Bombs, l'Action révolutionnaire, l'Anarchist Black

Cross. À part pour l'Action révolutionnaire, tous les groupes ont un accent ou une question spécifique.

Pourriez-vous décrire brièvement la forme que la gentrification a pris en Biélorussie et ce que les gens font contre elle ?

C'est un problème croissant. Dans de nombreuses villes à travers le pays, les centres anciens sont se «reconstruits» en quelque chose de laid. À Minsk, la gentrification se produit non seulement dans le centre-ville, mais dans toute la ville. Les prix des logements sont en hausse et les entreprises construisent des maisons dans les petites arrières-cours des maisons, juste pour rentabiliser l'espace au maximum.

Dans le centre-ville, il n'y a pas beaucoup de place pour les immeubles de bureaux, donc ils essaient d'obtenir les meilleures

places qu'ils peuvent, même en détruisant l'infrastructure publique. Par exemple, il y a un projet de détruire la nouvelle station de bus et de construire un centre d'affaires pour la compagnie de gaz russe Gazprom à sa place.

Le Championnat mondial de hockey sur glace est encore une autre raison pour la gentrification. Un ensemble d'infrastructure à usage unique est construit pour les touristes qui arrivent.

Les gens utilisent le plus souvent des moyens juridiques de lutte: rédaction de plaintes, participation à des débats publics et ainsi de suite. C'est parfois utile, parfois non. Certaines personnes font aussi de temps en temps des actions illégales, comme la destruction de clôtures, empêcher les travailleurs d'aller travailler, ou l'organisation de manifestations illégales contre les plans de construction à côté de leurs maisons.

Quel est concrètement votre travail anti-répression à l'ABC Biélorussie ?

En ce qui concerne les travaux contre la répression, ils sont de deux ordres: la prévention et les actions en conséquence de la répression.

La première partie comprend l'éducation des différents groupes sur la façon de réagir face à la répression. De temps en temps, il y a des formations sur la façon de communiquer avec la police, sur les descentes de police, les tactiques de la police secrète et ainsi de suite. Ces formations sont prévues en prenant en compte les spécificités du groupe et les menaces que ce groupe pourrait subir de la part de l'appareil d'État.

La deuxième partie a lieu une fois que la répression s'abat sur les gens, quand ils sont détenus, arrêtés. Dans ces cas, nous essayons de fournir des conseils sur ce qu'il faut faire et sur les meilleures pratiques à adopter, et aussi de les soutenir financièrement, le cas échéant. À l'heure actuelle, il existe deux cas concernant les antifascistes à Brest-Litovsk qui ont besoin d'un soutien financier pour les avocats, les amendes, les produits et bien de confort en prison. En dehors de cela, nous essayons de plaider pour la nécessité de prendre des précautions de sécurité avant que quelque chose se passe. Parfois, il faut expliquer aux gens pourquoi ils ont besoin d'une formation ou pourquoi ils devraient lire une brochure s'ils ne sont pas confrontés à la répression en ce moment. Le niveau général de la répression est encore assez élevé.

Quelle est votre stratégie politique pour obtenir la libération des prisonniers qui sont encore à l'intérieur ?

Eh bien, maintenant nous ne pouvons pas faire grand-chose concernant les prisonniers politiques. Nous n'avons pas beaucoup d'influence dans l'UE, pour les forcer à prendre en compte la situation des prisonniers politiques. Par ailleurs, des militants des droits de

l'homme commencent à diviser l'ensemble de la liste des prisonniers politiques en différentes catégories, définissent les dirigeants politiques de l'opposition comme une priorité plus élevée et laissent un peu de côté les prisonniers anarchistes.

De notre point de vue, nous ne pouvons pas compter sur la libération des personnes détenues avant la fin de leur peine. Si cela ne se produisait, ce serait une belle surprise, mais de toute façon cela ne dépend pas de nous. Les tensions sociales et une dynamique de protestation élevée pourraient changer la situation, mais pour l'instant nous ne savons pas comment la société réagira sur les prochaines années, la situation économique se détériore.

Avez-vous l'impression que la stratégie fonctionne ? De quelle manière ?

Eh bien sans une stratégie directe, nous ne pouvons pas analyser si oui ou non cela fonctionne. La pression médiatique à l'extérieur du pays a permis la libération d'un des anarchistes emprisonnés même s'il a dû écrire une lettre d'excuses au président. Maintenant, il est en sécurité à l'extérieur du pays.

L'Ukraine, un voisin direct de la Biélorussie, connaît des changements majeurs à l'heure actuelle, même avec la possibilité d'une guerre. Avez-vous des contacts avec les camarades là-bas ? Si oui, comment peut s'exprimer la solidarité dans ce contexte ?

Nous avons des contacts avec des personnes en Ukraine mais l'information que nous obtenons sur la situation diffère, en fonction de qui nous l'envoie. Pour sûr, en ce moment le mouvement nécessite autant d'argent que d'un soutien psychologique. Cependant, les personnes qui soutiennent doivent être conscientes que certains groupes ont commencé à travailler avec les nationalistes et leur soutien pourrait se retrouver dans les mains de ces nationalistes.

Pouvez-vous en dire plus sur ces groupes anarchistes qui travaillent avec les nationalistes ? Cela sonne comme une alliance étrange...

Ces groupes se justifient en disant que c'est une nécessité en temps de révolution, et aussi avec le fait que ces nationalistes utilisent de plus en plus la rhétorique de gauche dans leurs critiques du système économique et social. Les solutions qu'ils proposent sont aussi un mélange de l'anarchisme et du nationalisme. En ce qui concerne les différents groupes, il est difficile de les distinguer puisque la situation n'est pas tout à fait claire. Narodniy Nabat, par exemple, travaille avec Autonomni Opir (nationalistes autonomes).

En Russie, Vladimir Poutine resserre l'état sur la société civile, et en particulier pour la communauté LGBT pour qui la vie devient très difficile. Grâce à vos contacts avec l'ABC

Moscou, et d'autres groupes, avez-vous eu l'impression qu'il y a une nécessité accrue pour les travaux d'anti-répression en Russie ou bien est-ce une vision occidentale d'un État policier qui a une vision déformée de la situation ?

La situation des soi-disant libertés politiques en Russie est pire chaque année. Elle ne se dégrade pas aussi rapidement que celle du Bélarus, par exemple, mais à en juger par les nouvelles et l'information de camarades, il est clair que la répression s'aggrave et que le gouvernement russe devient de plus en plus réactionnaire. Compte tenu de cela, de plus en plus de travail d'anti-répression est nécessaire pour permettre aux groupes politiques de survivre et de croître face à la répression permanente de l'État.

À partir d'avril, vous envisagez une nouvelle tournée d'information et de solidarité, tournée à travers l'Europe. Où les gens peuvent-ils vous rencontrer ?

Eh bien, ils peuvent nous retrouver en Allemagne, France, Espagne, Suisse, Autriche, République tchèque et peut-être quelques pays d'Europe de l'Est. Les dates précises sont à voir en fonction des différents pays et des différents groupes.

Quoi de neuf à propos de cette tournée ? Est-ce que les gens peuvent apprendre des choses n'étaient pas déjà présentées lors de la tournée de l'année dernière ?

Sur cette tournée, nous voulons nous concentrer un peu moins sur le sujet de la Biélorussie en tant que tel et un peu plus sur l'état actuel de la répression du mouvement anarchiste et sur nos façons d'y faire face. Nous ne voulons pas parler du pays d'où nous venons, mais plutôt de l'expérience que nous avons eu contre la répression quotidienne dans ce pays.

L'an dernier, et déjà en 2011, vous avez fait des info-tours à travers l'Europe. Quelles ont été vos expériences avec eux : au niveau politique, financier ou même humain ? Avez-vous pu établir des liens durables ?

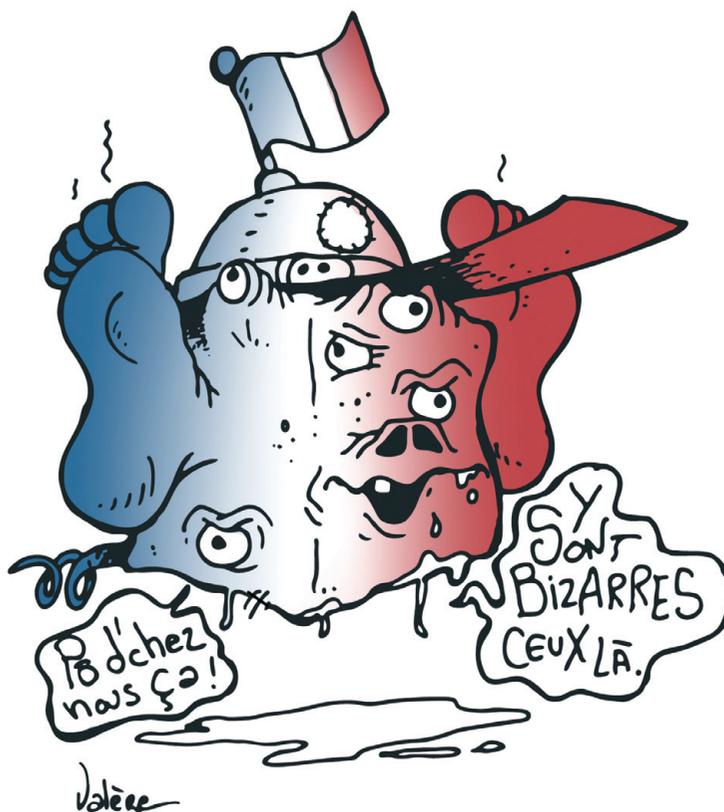
Les deux Info-tours étaient importants. Nous avons pu entrer en contact avec des gens qui font un travail de solidarité. Nous avons appris de gens et réussi à soulever des questions avec lesquelles les gens n'étaient pas si familiers. Nous avons récolté un peu d'argent, que nous utilisons encore actuellement. Nous avons également été en mesure d'entrer en contact avec des gens qui nous fournissent un soutien sur du long terme, l'envoi de fonds de temps en temps et nous aident pour d'autres choses importantes. À travers ces Info-tours, nous avons trouvé des camarades et des amis avec qui nous développons des projets communs et en mettant le monde plus proche de l'utopie pour laquelle nous nous battons.

Gitans, Noirs et Arabes

autres cibles sur mesure pour intégristes

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash
de la Fédération anarchiste



Des chiffres inquiétants

Après la chasse aux sorcières, aux Juifs et sodomites, premières cibles des intégristes évoquées dans *Le Monde libertaire* numéro 1737, la rédaction a décidé de procéder sans hiérarchie aucune dans ce classement à l'évocation des autres types de populations stigmatisées tout au long de l'histoire occidentale, comme les Roms, les Noirs et les Arabes. En effet, selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), «les manifestations racistes n'ont pas baissé, c'est leur mode d'expression qui a changé: nous sommes passés des ratonades à un racisme culturel». Les principales populations touchées par ce racisme banalisé sont les Roms, les Arabes musulmans et les Noirs d'Afrique. Les Roms ont la pire image des trois catégories, puisque 85 % des personnes interrogées par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) citent spontanément à leur évocation «l'exploitation des enfants par les Roms migrants et leurs revenus tirés essentiellement des vols et des trafics». L'islam est, pour les Français interrogés, la religion la plus négativement connotée, selon le rapport. La grande surprise est que la communauté juive est devenue aujourd'hui la mieux tolérée en France. Bien que les clichés du rapport des Juifs à l'argent

demeurent bien ancrés. Très préoccupant: 9 % des Français se disent ouvertement «plutôt racistes», ce qui n'eût pas été concevable dans les années 1980, et 26 %, «un peu racistes». On aimerait savoir ce que ces derniers entendent exactement par «un peu»!

Les origines du Gitan, éternel ennemi public numéro 1

Le terme de «Rom» a été adopté par l'Union romani internationale (IRU) lors du premier Congrès international des Roms à Paris en 2002. De fait, beaucoup de Roms se désignent aujourd'hui comme «rom» pour les hommes, «romni» pour les femmes, soit «voyageurs», Gitans ou Tsiganes par opposition aux *gadje* ou non-Roms. Bien que la transmission soit non écrite, de nombreuses légendes circulent sur l'origine des Roms. On les a dits tour à tour descendants de Caïn, des Atlantes, d'une des tribus perdues d'Israël, des Égyptiens de l'époque pharaonique, ou encore d'anciennes tribus celtes du temps des druides. Bref, tout et n'importe quoi. D'un point de vue historique reconnu, les études linguistiques envisagent, vers la fin du XVIII^e siècle, des origines indiennes aux Roms, hypothèse recoupée par un récit historico-légitime datant du milieu du X^e siècle, la

Chronique persane de Hamza d'Ispahan, qui fut reproduite et embellie au X^e par le poète Ferdowsi. Ils devaient rejoindre le roi de Perse, mais se divisèrent et s'éparpillèrent autour du monde, pour des raisons inconnues. C'est peut-être ce flou artistique qui leur fera connaître tout au long de l'histoire la dispersion, l'esclavage, voire la déportation et l'extermination.

Les kilomètres à pied, ça use les souliers...

Selon les dernières théories de linguistique, ils auraient fui l'Inde du Nord autour de l'an mille parce que, pour leur majorité bouchers, équarrisseurs, fossoyeurs, éboueurs, chiffonniers ou saltimbanques, ils exerçaient ces métiers considérés religieusement impurs et n'avaient pas le droit de se sédentariser. Passant par le plateau iranien et l'Asie centrale, ils se mettent au service des Mongols puis, au fil de leur migration, ils parviennent en Europe. Au XIV^e siècle, les Roms, vassaux des Tatars, atteignent les Balkans et au XVI^e siècle, l'Écosse et la Suède. Quelques Roms migrent vers le sud. En 1425 ils traversent les Pyrénées. Se sont-ils arrêtés là ou ont-ils continué en Afrique du Nord? Pas de traces écrites. À leur arrivée en Europe occidentale, ils sont plutôt

bien accueillis et obtiennent des protections leur permettant de ne pas être inquiétés par l'Inquisition, à la différence des Juifs, des sorcières et des sodomites. Ils adoptent l'apparence de la religion officielle, obtenant ainsi la protection du pape.

Le début de la répression

C'est à partir du xv^e siècle, après les ravages causés par la peste noire, que la situation se renverse pour les tribus nomades et que les villes leur ferment leurs portes. De plus, ils sont accusés de tous les maux dont souffre la cité et sont accusés de vol de poules, de chevaux et, bien sûr, d'enfants, d'où la naissance des récits sur ce thème. À la fin du xv^e siècle, les décrets les concernant vont de l'expulsion pure et simple à l'exigence de sédentarisation. Les récalcitrants sont emprisonnés, mutilés, envoyés aux galères, dans les colonies ou exécutés. En France, dès 1666, Louis XIV décrète que tous les Bohémiens de sexe masculin doivent être arrêtés et envoyés aux galères sans procès. Puis l'ordonnance du 11 juillet 1682 les condamne aux galères à perpétuité, leurs femmes sont rasées et leurs enfants enfermés dans des hospices. Les philosophes du siècle des Lumières ne seront pas tendres avec les Bohémiens. Voltaire voit en eux «une espèce de vagabonds déguisés sous des habits grossiers, barbouillant leur visage et leur corps. Ils rôdent çà et là, et abusent le peuple sous prétexte de dire la bonne aventure et de guérir les maladies, font des dupes, volent et pillent dans les campagnes». Ce cher Voltaire ! Durant les xviii^e et xix^e siècles, l'Europe «éclairée» alternera entre coercition et recherche de solutions «humaines» pour les sédentariser. La révolution et le romantisme leur prêtent alors une image plus positive. En Hongrie, ils se voient même attribuer des terres et des bêtes qu'ils revendent aussitôt à leurs voisins pour reprendre la route... Mais il existe des exceptions puisqu'une partie de la population nomade se sédentarise à cette époque, notamment dans les pays de l'Europe centrale et orientale. En France au xix^e siècle, on compte dans le nord des Vosges des familles manouches qui habitent des maisons dans les villages parfois depuis plusieurs générations, tout en maintenant leur spécificité culturelle. Leurs descendants reprendront la route vers d'autres régions françaises, espagnoles, voire traverseront l'Atlantique. L'immigration rom aux États-Unis commence avec la colonisation des Espagnols quand les Roms sont embarqués comme esclaves. Puis le début du xx^e siècle amène une importante vague d'émigration de Roms récemment émancipés de Russie, de Roumanie et de Hongrie.

De la répression au faciès...

En 1912, la France vote une loi sur l'exercice des professions ambulantes et la circulation des nomades et oblige les Roms à se munir d'un carnet anthropométrique d'identité qui doit être tamponné à chaque déplacement.

Celui-ci sera également imposé aux voleurs, comme en a témoigné Jean Genet dans son *Journal*. La Suisse et la Suède instaurent une législation qui vise à détruire la culture tzigane. En Suisse, la fondation Pro-Juventute va jusqu'à enlever de force les enfants des Yéniches (Tsiganes de Suisse) pour les placer et les rééduquer dans des familles d'accueil sédentaires, des orphelinats, voire des asiles psychiatriques où ils sont classés sous l'appellation de «dégénérés». Ils sont stérilisés pour «limiter leur reproduction», sous un prétexte humanitaire !

... à l'internement en France et au génocide nazi

Dès le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, avant l'occupation allemande, le 16 septembre 1939, le préfet d'Indre-et-Loire déclare les nomades «indésirables» dans le département. Dans d'autres, la mesure est étendue aux forains. Un décret-loi du 6 avril 1940 prohibe la circulation des nomades sur l'ensemble du territoire métropolitain pour la durée de la guerre et impose l'assignation à résidence. Sous le régime de Vichy, deux camps, celui de Lannemezan et celui de Saliers, leur sont exclusivement consacrés. En Allemagne, c'est dès son arrivée au pouvoir en 1933 que le parti national-socialiste considère les Zigeuner race inférieure, asociale et qu'ils sont parqués dans des réserves, envoyés en Pologne, internés dans des camps de concentration sur ordre de Himmler, puis éliminés dans des camps d'extermination à Auschwitz, à Jasenovac, à Buchenwald. Des Tsiganes belges et français les y rejoignent. On estime que le génocide des Tziganes d'Europe a fait entre 50 000 et 80 000 victimes. Ils furent certainement plus à être gazés, mais il est impossible d'en connaître le nombre exact, puisqu'ils n'étaient pas considérés comme des «êtres humains» et que les nazis s'arrangèrent pour faire disparaître les traces. Le terme Tzigane rappelant trop les massacres nazis ne sera remplacé par le terme Rom qu'en 1971 par le Comité international tzigane réuni à Londres.

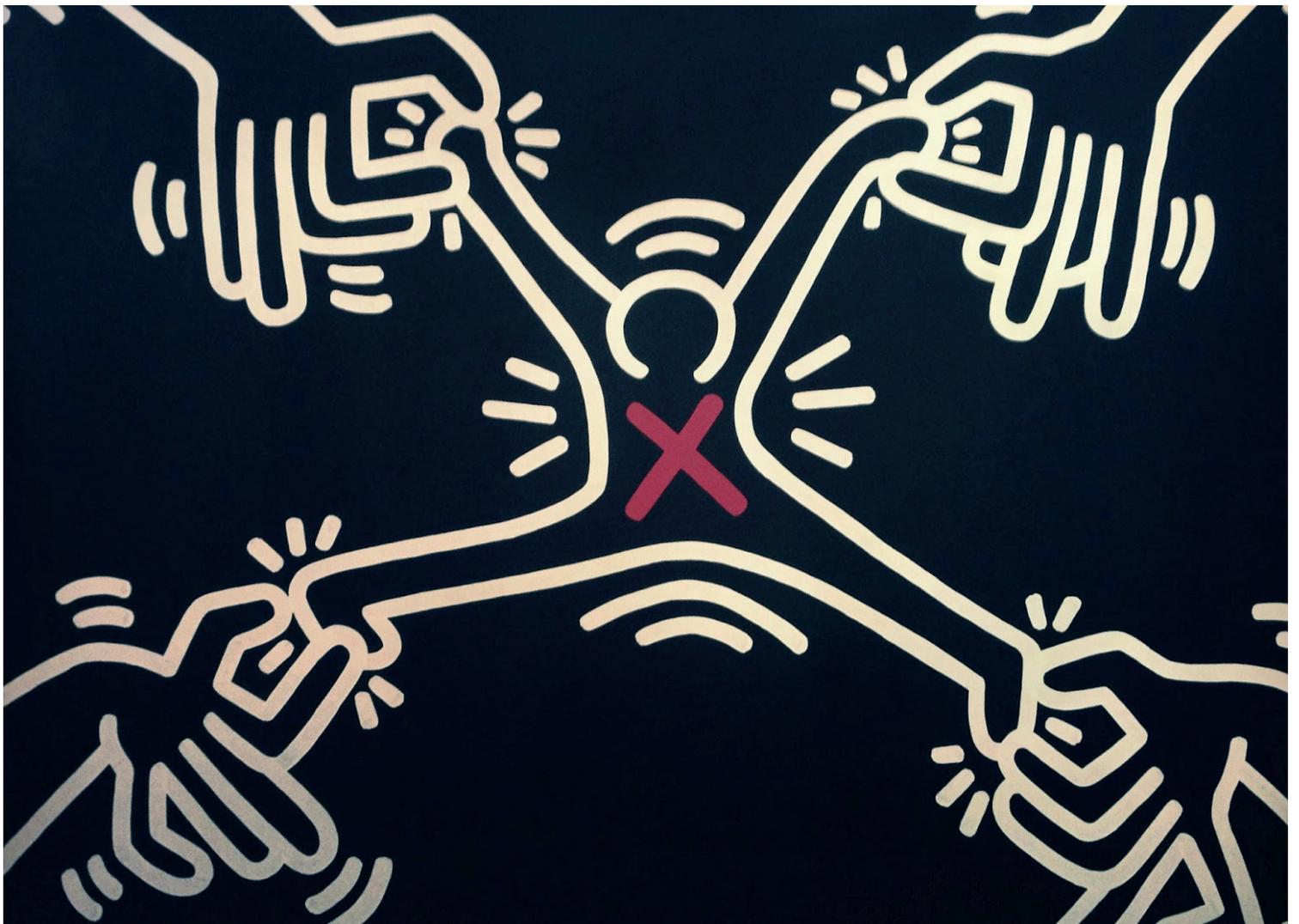
Les Roms aujourd'hui

Les Roms sont aujourd'hui la plus grande minorité ethnique d'Europe avec 10 à 12 millions de personnes. Ils continuent à vivre selon le mode de vie nomade, mis à part les communautés sédentarisées en Europe orientale où ils subissent les ravages du chômage. Dans les pays de l'Europe occidentale, ils sont victimes d'un racisme de plus en plus violent s'exprimant parfois au grand jour, comme en France, en Grèce et, hélas, un peu partout dans les pays slaves. Tout dernièrement, place de la République à Paris, un rive-rain a déversé un mélange d'eau de Javel et de savon noir autour de leurs matelas. Il n'a été condamné qu'à trois mois de prison avec sursis et 1 500 € d'amende... Au sein de l'Union européenne, contrairement aux

autres citoyens, on leur impose un titre de séjour et une autorisation de travail... En France, ne remplissant pas ces obligations, ils sont expulsables. On comptait environ 2 000 expulsions annuelles en 2003, ce nombre atteint 9 000 aujourd'hui. Il s'agit d'un jeu de dupes car, considérés comme retours volontaires (majoritairement en Bulgarie et en Roumanie), ces expulsions exécutées par des CRS musclés et violents, de préférence au petit jour, sont assorties de primes de 300 € par adulte, 100 par enfant et la prise en charge du billet d'avion. Mais bien évidemment la plupart d'entre eux reviennent clandestinement, ce qui frise le ridicule, mais arrange bien les chiffres du ministère de l'Intérieur... Selon une enquête des Enfants du Canal, réalisée dans sept bidonvilles d'Ile-de-France auprès d'une centaine d'habitants, «seuls 7,6 % des personnes interrogées occupent un emploi déclaré» alors que les ressortissants roumains et bulgares ont accès au marché de l'emploi français depuis janvier 2014. «Plus de 98 % d'entre eux disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté», dénonce l'association, qui rappelle que cette population n'a pas accès «aux services élémentaires que sont l'eau ou l'électricité». Au premier trimestre 2014, les autorités ont démantelé 27 bidonvilles qui abritaient près de 3 000 personnes, selon un recensement de la LDH. Au total, 165 bidonvilles ont été démantelés en 2013, affectant 20 000 personnes, soit deux fois plus qu'en 2012. Près de 17 000 Roms vivent dans environ 400 campements illicites...

Ces «bons nègres» qui rapportaient gros

Si la traite d'esclaves a concerné d'autres populations depuis la Grèce jusqu'à la fin du Moyen Âge, la traite des Noirs, ou «traite des nègres» a concerné des millions d'Africains victimes du commerce d'esclaves à partir du début du xv^e siècle. Les négriers sont principalement des officiers supérieurs, la plupart du temps très proches de la royauté, ou de grands financiers. Ils disposent d'un pouvoir considérable qui explique le développement très rapide de la traite. Ils étaient aidés par certains chefs africains des zones côtières. La traite débuta en 1441 par la déportation de captifs africains vers la péninsule Ibérique pendant plusieurs décennies. La première vente de captifs noirs raziés des côtes atlantiques a eu lieu en 1444, dans la ville portugaise de Lagos. C'est au siècle suivant que les Portugais convoquèrent les esclaves vers les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Les Anglais, les Français et les Hollandais s'y joignent dans les années 1640. Déjà en 1647, la Barbade compte 4 000 esclaves, huit fois plus qu'en 1642. Les conditions de détention des esclaves sont inhumaines : attachés par groupes, entassés dans les cales. Les historiens s'accordent à dire que leur taux de mortalité est d'environ 20 %, avec des pics à 40 %. En 1674, la Martinique compte 2 600 esclaves, ils sont 90 000 un siècle plus tard ! Nantes,



Keith Haring.

Bordeaux et La Rochelle deviennent à la fin du XVIII^e siècle les capitales du commerce triangulaire français. Les bateaux sont plus grands, Saint-Domingue reçoit 20 000 captifs par an, le prix des esclaves monte encore, générant des guerres en Afrique... Dégât collatéral, si la traite atlantique n'est pas à l'origine de la traite interafricaine, elle en augmente l'intensité et entraîne davantage de guerres tribales. Son existence sert souvent de prétexte «humaniste» à la constitution des empires coloniaux français, belge, allemand, italien et anglais qui en y mettant fin par la violence des armes les transforment en tutelles coloniales.

La lente abolition de l'esclavage

Si, dès la fin du XV^e siècle, la papauté condamne l'esclavage, cédant sous le poids des marchands, elle ne cherche ensuite qu'à améliorer le sort de leurs victimes... Courageux, mais pas téméraires! Il faudra attendre la révolution française qui en février 1794 abolit l'esclavage, mais Napoléon le rétablit en 1802. L'abolition ne sera définitive qu'après la révolution de 1848. Si la traite atlantique a disparu, une traite persiste entre l'île de Zanzibar et le monde arabe. Alexandrie est de nouveau, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'un des

principaux marchés à esclaves. On estime à 1,65 million de personnes le nombre des victimes de la traite transsaharienne entre 1800 et 1880. Cependant, aux États-Unis comme en Afrique du Sud, les conséquences de l'esclavage feront perdurer la politique d'apartheid jusqu'au milieu du XXI^e siècle, avec son cortège de racisme, d'exclusions et de lynchages.

Cet Arabe «qui fait peur»

Il serait trop long de revenir sur les ravages engendrés par les multiples croisades organisées par les fanatiques de la religion catholique allant des expéditions en Terre sainte, bataille de Lépante en incluant la Reconquista espagnole et toutes les guerres contre les «infidèles» et les hérétiques récompensées par le pape par des indulgences. À l'ère moderne, bien après les ravages de la colonisation de l'Algérie par la France, la vague d'immigration maghrébine dans les années 1970 ravive le racisme et l'on compte plus de 200 Maghrébins assassinés et des centaines d'agressions entre 1971 et 1991, les fameuses «ratonnades», le plus souvent organisées par des groupes d'extrême droite. Il convient également de ne surtout pas passer sous silence le 1^{er} mai 1995 où, durant le défilé du FN, trois hommes au crâne rasé descendent rapi-

dement vers les quais et poussent Brahim Bouarram, 29 ans, dans l'eau. Ne sachant pas nager, il meurt noyé. Puis, en 2001, c'est l'attentat du World Trade Center qui fait se propager dans les médias l'idée d'un islamisme radical s'appliquant à l'ensemble des Arabes. C'est à cette période qu'on voit apparaître le terme «islamophobie». Un terme fourre-tout comme le souligne un rapport de la CNCDH : «Certains courants intégristes tentent d'obtenir la requalification du racisme anti-maghrébin en "islamophobie" pour mieux tirer bénéfice des frustrations, jouer sur les replis identitaires religieux de la population d'origine maghrébine et faire du religieux le critère absolu de différenciation, de partage.» La commission recommande donc de manier ce terme avec la plus grande précaution. L'islamophobie a tendance à cacher un vieux fond de racisme anti-arabe et anti-maghrébin repeint sous les couleurs d'une menace internationale, comme ce fut le cas pour les Juifs. Souvenons-nous des années 1930, lorsqu'un Juif n'était pas considéré tout à fait comme Français... C'est pour éviter ce type de distinction et de dérives que depuis toujours les anarchistes ne réclament ni dieux, ni maîtres, ni nations...

P. S.

L'Atlantique noir

Marie Joffrin

groupe Louise-Michel de la
Fédération anarchiste



AU MUSÉE DU QUAI BRANLY, jusqu'au 18 mai, se tient une exposition : *L'Atlantique noir*. Derrière ce titre énigmatique se cache l'histoire de la publication par Nancy Cunard de *Negro Anthology*. Cette vaste fresque de huit cent cinquante-cinq pages, traitant de la culture noire, est publiée le 15 février 1934. Semblable à une grande enquête documentaire, elle mêle culture populaire, sociologie, politique, histoire, histoire de l'art, rassemble des articles, des archives, des photographies, des extraits de presse, des partitions musicales, des témoignages...

Une femme explosive

La première partie de l'exposition est consacrée à la personnalité de Nancy Cunard. Née en 1896 dans la classe supérieure britannique, fille d'un industrielle, elle rejeta ouvertement les valeurs de son milieu d'origine. Poète,

modèle, éditrice, collectionneuse, militante, journaliste, anticonformiste, Nancy Cunard symbolise une période où l'avant-garde artistique et littéraire s'imbriquait avec le monde politique. Avec les années, loin de s'assagir, elle se radicalise : « *Vivre sans passion, sans coup de folie, écrit François Buot, est pour elle totalement inconcevable.* ». De plus en plus indignée par le racisme et le colonialisme, elle s'éloigne de sa vie mondaine des années vingt. Elle fait scandale en quittant son amant Aragon pour s'afficher ouvertement avec un musicien de jazz noir. Elle investit tout son argent pour créer une maison d'édition et publier les textes poétiques et politiques de ses amis.

Dans cette section sont notamment exposées des photographies de Nancy Cunard, de ses amants et amis, de sa librairie, des bracelets qu'elle portait et qui la caractérisaient tant (photographies de Cecil Beaton, Barbara Ker-

Seymer, Curtis Moffat, Raoul Ubac et Man Ray) ainsi que les couvertures de certains ouvrages de la maison d'éditions Hours Press. Un enregistrement sonore de Henry Crowder, jazzman américain, est diffusé dans cette section.

Negro Anthology (1931-1934)

C'est en 1931, année de l'Exposition coloniale et de « l'affaire » des jeunes Noirs américains de Scottsboro, que Nancy Cunard se lance dans la réalisation de cette anthologie historique. Les grands thèmes abordés dans *Negro Anthology* permettent d'appréhender les vastes réseaux artistiques, littéraires et politiques transnationaux que Nancy Cunard tissa dans les années 1910-1930. Ainsi sont mis en valeur l'importance de la diaspora intellectuelle et politique noire dans les années 1930 et ses liens avec les mouvements intellectuels

et politiques européens et américains.

Composé d'articles, d'archives, de photographies, de dessins, de portraits, d'extraits de presse, de poèmes, de partitions musicales, de témoignages ou encore de statistiques, cet ouvrage de huit cent cinquante-cinq pages compte deux cent cinquante articles et cent cinquante auteurs. Les contributeurs sont africains américains, antillais, africains, malgaches, latino-américains, américains, européens, femmes et hommes. Y collaborent entre autres : Samuel Beckett, Georges Sadoul, Ezra Pound, Langston Hughes, Zora Neale Hurston, Georges Padmore, Alain Locke, Georges Lavachery, Jomo Kenyatta et Kenneth Macpherson.

Les contributeurs sont militants, journalistes, artistes, universitaires. Certains d'entre eux sont colonisés, discriminés, ségrégués. *Negro Anthology* révèle le caractère transnational et multiforme des combats antiracistes et anti-colonialistes des années trente.

La deuxième section de l'exposition

explique le processus de réalisation de l'anthologie et présente les auteurs. Le caractère très original et hors norme de l'anthologie est mis en avant. Dans cette section sont notamment présentées, à la manière d'une galerie de portraits, les photographies des intellectuels et auteurs qui ont participé à *Negro Anthology* ; elles sont accompagnées d'une bibliographie pour chacun. Le sommaire de l'ouvrage est également reproduit scénographiquement ainsi que le *modo* du projet : « égalité des races, égalité des sexes, égalité des classes ».

Dans la partie suivante de l'exposition est exposé l'aspect politique de l'anthologie, aussi bien dans le choix des thèmes qui y sont abordés que dans les prises de position de ses auteurs (antiracisme, anticolonialisme, etc.), mais aussi les autres thèmes abordés par l'anthologie, comme les relations entre cultures urbaines et cultures rurales. Cet ouvrage se différencie des publications de l'époque sur les Noirs en donnant la parole aux militants politiques américains, antillais et africains.

Grand documentaire sur la réalité contemporaine des mondes noirs de l'Amérique à l'Afrique en passant par les Caraïbes, cette section présente un ensemble de photographies (série sur les ramasseurs de bananes en Jamaïque, par exemple) ainsi que des documents d'archives (pétitions, manifestations relatives à l'affaire Scottsboro...).

De Harlem à l'Afrique du Sud : les artistes

Cette section évoque la manière choisie par Nancy Cunard pour aborder les questions artistiques. L'anthologie fait la part belle aux poètes, chanteurs, acteurs, musiciens d'Afrique et des Amériques noires. Elle présente à la fois des textes très attendus sur les shows célèbres des années 1930 tout en défendant un cinéma noir indépendant. *Negro Anthology* apporte un regard nouveau sur la musique et les arts plastiques. Sont diffusés dans l'exposition deux enregistrements sonores (*Black Gypsy* de Eddie South et extraits de « *Living Is Hard: West African Music In Britain, 1927-1929* », *Honest Jon's Records*) et un extrait du film muet *Borderline* de Kenneth Macpherson (1930).

1936

L'exposition se termine par l'évocation de l'engagement politique de Cunard, après la réalisation de l'anthologie, pour la cause des républicains espagnols et sa nouvelle vocation de journaliste. L'Anglaise retrouva de nombreux contributeurs de l'anthologie dans ce combat et en particulier les écrivains Langston Hughes, Tristan Tzara, Pablo Neruda ou encore son ancien amant Aragon. L'Anglaise se révélera une militante antifasciste convaincue. En 1936 lorsque éclate la guerre civile espagnole, elle quitte la France pour rejoindre la Barcelone républicaine.

Cette très belle exposition rend hommage à la belle personnalité de Nancy Cunard, loin des représentations habituelles de la mondaine, photographiée par Man Ray, qui avait la réputation de collectionner les amants comme elle collectionnait les bracelets d'ivoire. *Negro Anthology* fut le projet titanesque auquel elle consacra des années de travail ainsi que des sommes folles.

Negro Anthology, d'une grande modernité formelle et théorique, est à la fois une histoire des Amériques noires et de l'Afrique dans le temps mais aussi une histoire politique et culturelle de son temps. Elle est une illustration de la formation internationale et transculturelle que Paul Gilroy appelle « l'Atlantique noir ».

M. J.

★ MUSÉE DU QUAI BRANLY
là où dialoguent les cultures

“L'ATLANTIQUE
NOIR”

Nancy Cunard
NEGRO ANTHOLOGY
1931-1934

Exposition
04/03/14 - 18/05/14

www.quaibrantly.fr

m-ticket - FNAC Tick&Live - Fnac 0 892 684 694 (0,34€/min) www.fnac.com - Ticketnet 0 892 350 100 (0,34€/min) www.ticketnet.fr - Digistick 0 892 700 840 (0,34€/min) www.digistick.com

© 2013 Nancy Cunard, 2013 © Man Ray Trust - Adapt. Paris 2013 © Centre Pompidou



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
Inconnu
qui l'écriront à leur place. »

L'affaire des **Scottsboro boys**



LE RETENTISSANT PROCÈS DE SCOTTSBORO s'inscrit dans le contexte de la Grande Dépression. En 1931, la situation économique et sociale des États-Unis reste très préoccupante : des millions de chômeurs, la faim... Tous les Américains subissent les conséquences de la crise, mais les Noirs sont les premiers à être licenciés, chassés de leurs logements et contraints d'errer sur les routes en quête d'une source de revenu ou d'une maigre pitance. En 1934, 17 % des Blancs et 38 % des Noirs sont incapables de subvenir à leurs besoins.

Les États-Unis, de Vladimir Pozner, extraordinaire chroniqueur sur l'Amérique de la Grande Dépression écrite en 1936-1937, offre de nombreux témoignages d'un racisme encore exacerbé par la misère ambiante.

Ainsi : « Le Noir souffre en tant que travailleur [...]. Il souffre en tant que chômeur. Il souffre aussi en tant que Noir.

Il paie davantage pour tout ce qu'il achète, il reçoit moins pour tout ce qu'il offre. Il est le premier à être licencié, le dernier à être embauché. Il n'est pas admis dans la plupart des hôtels et restaurants hors de Harlem. Pour un juge, un accusé noir est coupable d'avance. Mais les jurés noirs sont extrêmement rares. Même dans les prisons de New York, les Noirs sont enfermés à part. Il n'y a qu'au cimetière qu'ils sont enterrés avec les Blancs, les Blancs pauvres, bien entendu. »

Face à cette situation épouvantable, les Noirs américains ne disposent alors que de très peu d'organismes de défense. Certes, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) multiplie les recours en justice afin d'empêcher les formes les plus criantes de racisme, mais l'organisation, dominée par des intellectuels, reste coupée des masses noires, par ailleurs systématiquement exclues du mouvement syndical. Sur le plan politique, le parti socialiste peine à séduire l'électorat noir. Le Parti

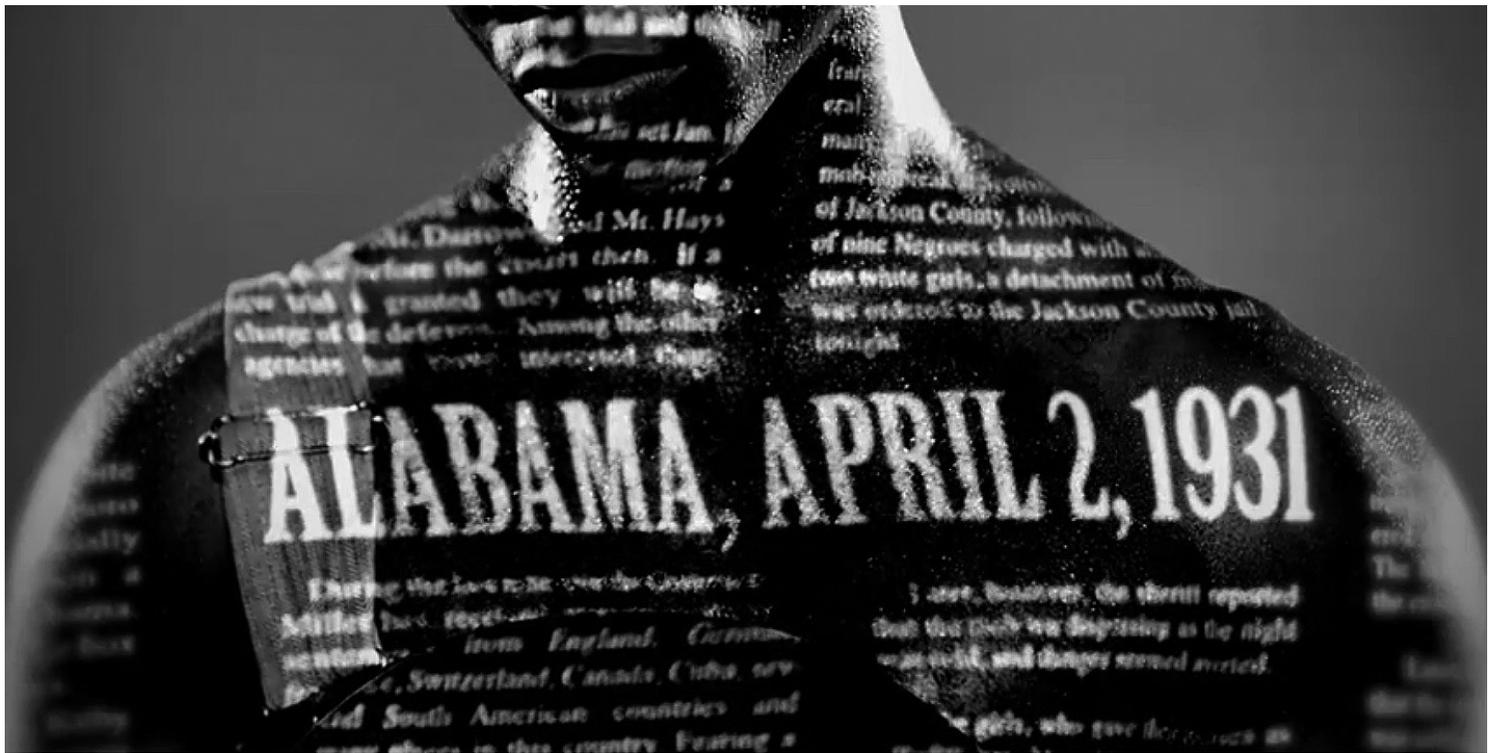
communiste américain, fondé au début des années 1920, comprend vite qu'il dispose d'une marge de manœuvre intéressante.

Le PC engage donc une campagne de séduction auprès des Afro-Américains. Il veille à pratiquer une égalité raciale systématique, encourage les contacts sociaux interraciaux et, audace suprême à l'époque, prône même les mariages entre Blancs et Noirs. En 1925, il fonde l'American Negro Labor Congress.

Mais la campagne de séduction des communistes en direction des Noirs peine à décoller. Les communistes cherchent alors à s'emparer d'un cas ou d'une affaire susceptibles de captiver l'opinion.

Ce sera l'affaire de Scottsboro.

Le 25 mars 1931, un train de marchandises est arrêté par une foule en colère près de la petite ville de Scottsboro, dans le nord-est de



l'Alabama. Quelques minutes plus tôt, de jeunes Blancs éjectés du train à la suite d'une bagarre avec des adolescents noirs en informent le chef de la gare de Paint Rock. Les protagonistes de la rixe, Blancs comme Noirs, sont interpellés. Après quelques minutes de confusion, deux jeunes femmes présentes dans le train profèrent une terrible accusation : elles ont été violées par les neuf jeunes passagers noirs, âgés de 13 à 19 ans. Quinze jours seulement après les faits reprochés, à la suite d'une procédure expéditive et bâclée, huit des neuf garçons, qu'on appellera les «Scottsboro boys», écopent d'une condamnation à mort sur la chaise électrique. Seul le plus jeune y échappe, pourtant jugé comme un adulte comme les huit autres. Le dossier de l'accusation reposait entièrement sur le témoignage douteux des deux jeunes filles blanches, Ruby Bates et Victoria Price. Vladimir Pozner, qui rencontre Ruby Bates, relate cette histoire dans *Les États-Désunis* et confirme que les témoignages furent arrachés sous la contrainte. Les deux jeunes femmes, sous la menace d'une inculpation pour vagabondage, acceptent le marché proposé par les autorités locales lors de leur arrestation : « Un des hommes du shérif nous a dit [...] que, si nous acceptions d'accuser les Noirs de viol, cela nous éviterait la prison. J'ai refusé parce que ce n'était pas vrai. Mais Victoria Price avait plus d'expérience que moi et tout de suite elle a accepté. Aussitôt, on nous a conduites chez le docteur Bridges. Lui et un autre médecin [...] nous ont examinées et ils n'ont rien trouvé parce qu'il n'y avait rien à trouver.

» Nous sommes restées seize jours en prison, y compris la durée du procès, et pendant tout ce temps la foule s'est souvent réunie sous nos fenêtres. Les gens criaient et menaçaient, et j'en avais encore plus peur que de l'arrestation. Je ne savais pas ce qu'ils désiraient, je ne comprenais pas qu'ils voulaient lyncher les Noirs.

» Quand le verdict a été prononcé, les spectateurs ont crié : "He knew they'd burn." ("Nous savions qu'ils seraient brûlés.") Et la foule, dehors, l'a entendu, a repris ces paroles, et tout le monde les a chantées comme un refrain. Le Ku Klux

Klan avait amené un orchestre de cuivres, et ils ont tous défilé autour du tribunal en jouant et en chantant l'hymne national. »

Le Parti communiste s'engage alors dans une campagne internationale contre la discrimination raciale. L'International Labor Defense, son organisme de défense des sympathisants communistes, s'empare de l'affaire. Ses avocats obtiennent des familles qu'elles leur confient la défense des garçons. Les slogans de l'ILD clament : «Don't let them burn» ou encore «Scottsboro must not die». Les nombreuses irrégularités du procès incitent la Cour suprême à ordonner la tenue d'un nouveau procès, qui se tient à Decatur, toujours dans l'Alabama, en 1933. Haywood Patterson et Clarence Norris, reconnus coupables de viol, sont condamnés à mort. Le verdict, sans doute encore trop clément aux yeux des suprémacistes, pousse une foule haineuse à marcher sur le tribunal pour tuer les accusés. Il faut l'intervention de la garde nationale pour les protéger.

La Cour suprême casse de nouveau le jugement en 1935 et une troisième vague de procès s'ouvre en 1936-1937. Si quatre garçons sont libérés, quatre autres garçons reçoivent de très lourdes peines (de 75 à 99 ans), tandis que la condamnation à mort de Clarence Norris est confirmée. En 1938, le gouverneur de l'Alabama, David Bibb Graves commue la condamnation à mort de Norris en prison à vie. Il ne bénéficiera d'une grâce qu'en 1976 (de la part de George Wallace, le gouverneur ségrégationniste de l'Alabama).

Depuis 1935, le comité de Scottsboro se charge de la défense des accusés. Les avocats de l'ILD y côtoient ceux de la NAACP. Les tensions sont palpables au sein de la défense. La NAACP accuse en effet le Parti communiste américain de vouloir avant tout recruter au sein de la communauté noire, sans se soucier vraiment du sort de cette dernière. Pour les communistes, cette

affaire lie race et classe. Ils lèvent des fonds, publient des articles, entament une campagne de solidarité chez les libéraux et organisent des manifestations devant la Maison Blanche. Le président Roosevelt, sollicité, refuse de recevoir les familles des jeunes Noirs. Il ne souhaite sans doute pas heurter l'électorat démocrate sudiste, majoritairement favorable au maintien de la ségrégation.

L'affaire de Scottsboro défraya la chronique judiciaire pendant près de vingt ans. Elle eut un retentissement considérable, bien au-delà des États-Unis. Les procès iniques à répétition confirmèrent à quel point la gangrène raciste rongeaient le Sud où il apparaissait inconcevable de rendre la justice sereinement.

L'affaire de Scottsboro aura un impact colossal. On ne s'étonnera donc guère, dans ces conditions, que les artistes s'en soient emparés. Ainsi, la romancière Harper Lee s'en inspire vraisemblablement dans *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur* (*To Kill a Mockingbird*, 1961). L'histoire se situe en Alabama durant la Grande Dépression. L'avocat Atticus Finch prend la défense de Tom Robinson, habitant noir de la ville, accusé d'un viol qu'il n'a pas commis. Après une brillante plaidoirie dans laquelle il démonte les arguments des racistes, Finch est aux prises avec les tentatives d'intimidation des lyncheurs qui réclament la peau de Robinson.

Soixante-quinze ans après la scandaleuse condamnation de neuf adolescents noirs pour un viol imaginaire, la justice américaine vient de réhabiliter les trois dernières victimes de ce racisme d'État. Le racisme n'en continue pas moins de sévir dans les cours de justice américaines.

Source: Vladimir Pozner, *Les États-Désunis*, Lux Éditeur, 2009.

Salut, Marc!



MARC BLONDEL est décédé le 16 mars. Il est possible que certains lecteurs du *Monde libertaire* qui ne le connaissaient pas n'en retiennent que quelques images médiatiques : les bretelles, les cigares ou quelques provocations verbales. Cela serait réduire un homme libre (et libre penseur) mais complexe à une vision simpliste, mais cela serait surtout ignorer le rôle qu'il a pu jouer dans l'histoire du mouvement syndical. Marc n'était pas anarchiste, bien qu'on lui prête d'avoir bien connu le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste dans sa jeunesse, il se définissait lui-même comme le dernier socialiste, et nous avons pu avoir avec lui des discussions serrées mais il connaissait et appréciait l'esprit des bourses du travail de Fernand Pelloutier et le fédéralisme n'était pas pour lui une simple référence mais un idéal et une pratique à défendre au quotidien. Il appartenait à cette génération de militants qui en leur temps avait soutenu l'indépendance de l'Algérie en soutenant le MNA. Nous le voyons encore le jour où Maurice Joyeux, un des fondateurs de la Fédération anarchiste, a été incinéré au Père-Lachaise, lui rendre hommage. Son émotion n'était pas feinte et à notre connaissance il n'y

a pas eu beaucoup de secrétaires généraux de confédération à rendre hommage à des militants anarchistes.

Blondel, comme on disait souvent, était devenu secrétaire général de Force ouvrière en 1989 et il l'est resté quinze ans. Ce n'est pas insulter son prédécesseur (André Bergeron) dans une période certes différente, que de dire que, pendant ces quinze ans, FO a gagné en combativité et a parfois même été l'élément central de la résistance ouvrière. Ainsi en 1995 contre le plan Juppé-Notat qui s'attaquait à la Sécurité sociale (déjà), c'est la manifestation du 28 novembre et la poignée de main (volontairement mise en scène) entre Blondel et Viannet (SG de la CGT) qui a lancé le mouvement de grève et a abouti au recul du pouvoir.

Après son mandat syndical, il s'engagea dans la Libre-Pensée et en devint son président. A ce titre, il relança sa dimension pacifiste avec la campagne pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

Bref, Marc Blondel a été un point d'appui dans la lutte des classes et, ne serait-ce que de ce point de vue, nous ne l'oublierons pas et nous n'oublierons pas que c'est au son du

Temps des cerises et du Déserteur que nous l'avons salué lors de son incinération.

Ni dieu, ni maître,
À bas la calotte !
Vive la sociale !

Jean Hédou et Fabrice Lerestif



Jeudi 17 avril

10:00>12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

Vendredi 18 avril

14:30>16:00 **Les oreilles libres.** Louis Laurain est trompettiste. Il pratique le jazz et la musique improvisée. Il joue en solo, en duo avec Pierre Borel, en trio avec Yoann Durant et Rodolphe Loubatière, dans Actuum, dans Jukebox, dans Die Hochstapler, dans le Umlaut Big Band...

Samedi 19 avril

08:00>10:00 **Chronique syndicale.** Luttons et actualités sociales.

19:00>21:00 **Longtemps je me suis couché de bonne heure.** L'émission recevra Gabrielle Piquet, scénariste et dessinatrice, pour sa bande dessinée *Les idées fixes*. La deuxième heure de l'émission sera consacrée à une table ronde critique autour de l'actualité cinématographique, avec le comité de rédaction des *Fiches du Cinéma*.

Lundi 21 avril

16:00>18:00 **Trous Noirs.** Jérôme Thorel, auteur de *Attentifs ensemble ! L'injonction au bonheur sécuritaire*, un livre sur les mécanismes et les institutions de l'ordre sécuritaire

18:00>19:30 **La santé dans tous ses états.** Ce mois-ci, c'est le tour du Matérialisme dans tous ses états : il sera question du livre *Les pièges de l'identité culturelle* (éditions Berg International) avec l'un des co-auteurs: Régis Meyran. Comment le discours culturaliste et différentialiste, venu de l'extrême droite idéologique.

Mardi 22 avril

18:00>19:30 **Idéaux et débats.** Grandir est un combat quotidien. Avec en direct Caroline Sers pour *Sans les meubles* (Buchet Chastel) et un entretien réalisé avec Antoine Buéno pour *Le maître bonsoi* (Albin Michel).

Mercredi 23 avril

18:30>20:30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20:30>22:30 **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



Salon du Livre Libertaire
9+10+11 mai 2014

Espace d'animation des Blancs-Manteaux

PARIS IVe M° Saint Paul

Lire, c'est déjà désobéir

Entrée à prix libre

Renseignements : SLL 145 rue Amelot 75011 PARIS - M° Filles du Calvaire
Programme : <http://salonlivrelibertaire.cybertaria.org/>

Du nouveau à la FA

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent dans le Val-d'Oise (95). Vous pouvez contacter le groupe Le Merle moqueur à l'adresse le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org et sur facebook www.facebook.com/le.merle.moqueur.federation.anarchiste

La liaison Euskal Herria à Bayonne dans les Pyrénées-Atlantiques (64) se développe et devient le groupe Euskal Herria de la FA. vous pouvez le joindre à l'adresse euskal-herria@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison de la FA est présente dans le pays du Trégor dans le département des Côtes-d'Armor (22). Vous pouvez joindre la liaison Rirette Maîtrejean via le secrétariat aux

relations intérieures qui transmettra : relations-interieures@federation-anarchiste.org.



Erratum

La signature « Pavillon Noir » a été apposée par erreur sur un article du Monde libertaire 1737. Le texte est en fait un appel signé par diverses associations. Le groupe Pavillon noir a seulement relayé l'information. Dont acte.

AGENDA

Jeudi 17 avril

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale accueillera un auteur local Claude Moufflard qui nous fera partager l'univers de ses deux livres *Laure Crandelain* et *Exodes* (A Contresens) où le récit interroge notamment la condition féminine, au fin fond de la Thiérache jadis ou lors de l'exode des années quarante.

8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 18 avril

St-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Présentation et discussion autour du livre *Frères de la côte. En défense des pirates somaliens, traqués par toutes les puissances du monde* (L'Insomniaque, 2013), nouvelles des procès et des pirates incarcérés avec le collectif Iskashato. La soirée sera, bien évidemment, suivie d'un repas stupéfiant.

À la Bibliothèque-infokiosque, 152 Grand-Rue.

Dimanche 20 avril

Paris XX^e

18 heures. Venez chanter Brassens, Renaud, Moustaki et quelques autres avec Moustache de Paname, sa guitare et ses cahiers de paroles. À la Veilleuse de Belleville.

20, rue des Envierges (M° Pyrénées).

Entrée libre.

Mercredi 23 avril

Chambéry (73)

Le groupe de Chambéry de la Fédération anarchiste et la CNTAIT organisent une projection du documentaire *Somos viento* sur les luttes des paysans et pêcheurs mexicains contre l'implantation d'éoliennes géantes sur leurs terres, suivie d'un débat par vidéoconférence avec un militant mexicain.

Début de soirée à 19 heures avec Apéro dînatoire, entrée à prix libre.

À la Maison des associations, rue St Francois-de-Sales.

l'ombre ont contribué ou contribuent à la diffusion de cette doctrine tant controversée mais surtout si mal connue.

8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire.

Samedi 19 avril

Dimanche 20 avril

Saint-Gobain (02)

La quatrième édition des Bobines rebelles dans l'Aisne, organisée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste.

Samedi 19 avril à 20h30 et le dimanche 20 avril de 11h à 22h30

Cette année il y aura 5 films, 4 débats et 3 courts métrages.

[http://bobinesrebelles02.org/Au cinema l'Ermitage de Saint-Gobain, 6, rue Simon.](http://bobinesrebelles02.org/Au_cinema_l_Ermitage_de_Saint-Gobain_6_rue_Simon)

Table de presse. Repas des partages le dimanche midi. Buvette.

Samedi 26 avril

Paris XVIII^e

16 heures. Comprendre les enjeux scientifiques et philosophiques d'une idée révolutionnaire: la théorie darwinienne de l'évolution. Histoire, notions, controverses... Conférence-débat organisée par le groupe libertaire Louise-Michel, présentée par Marc Silberstein.

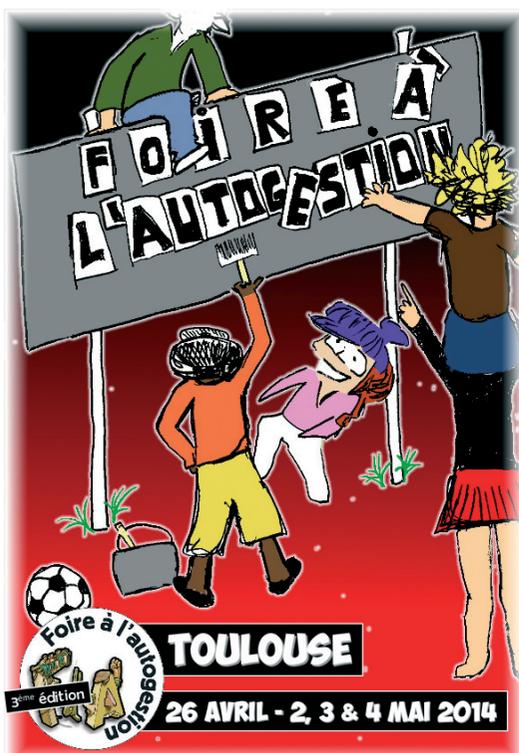
Bibliothèque La Rue. 10, rue Robert Planquette

Entrée libre.

Jeudi 22 mai

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale recevra Claude Pennefier et Hugues Lenoir pour fêter la parution du volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, appelé communément «Le Maitron», consacré aux anarchistes francophones. Une occasion de retrouver les militants célèbres mais aussi toutes celles et ceux qui dans



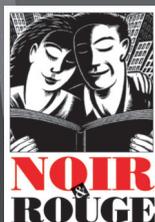
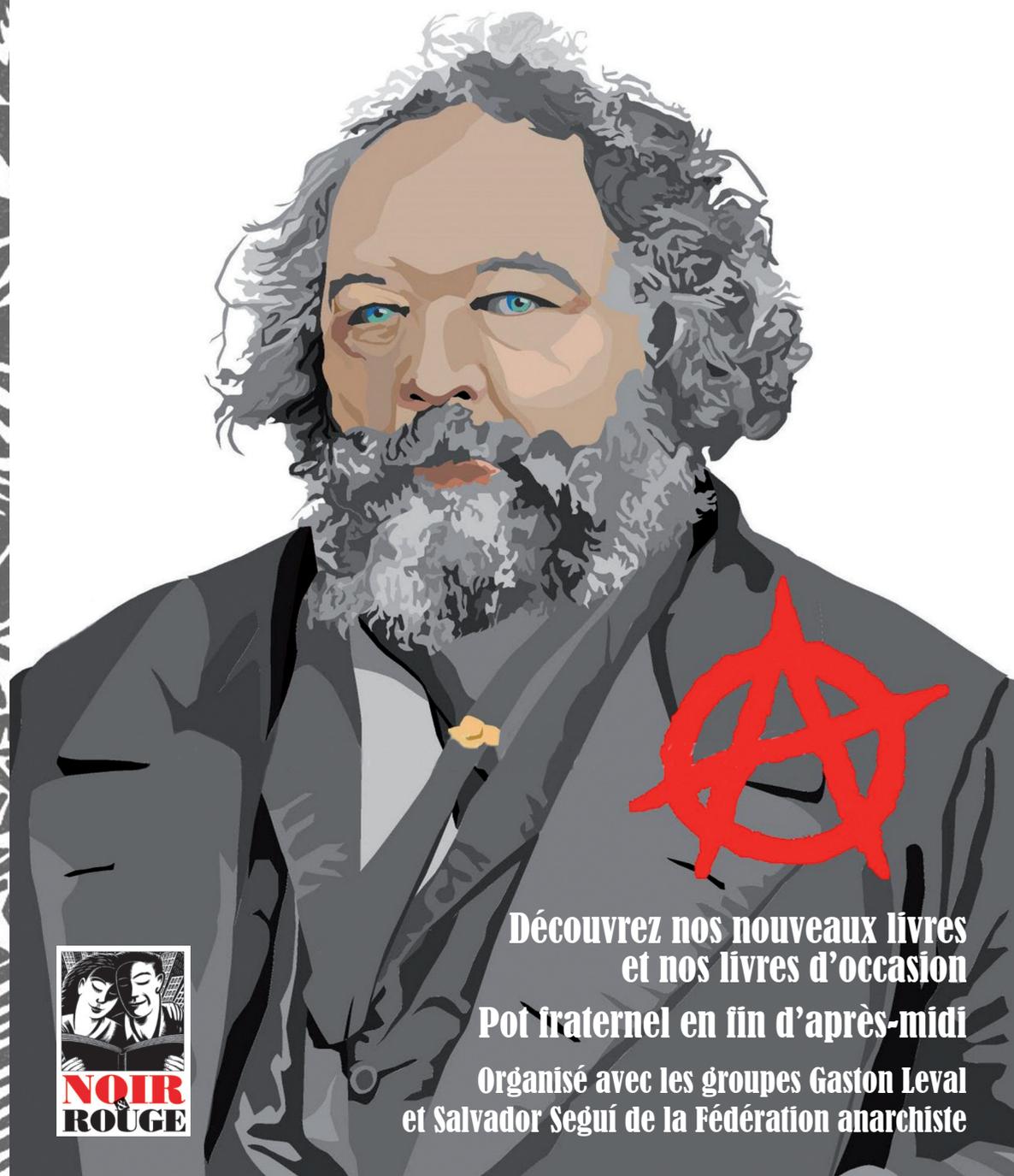


BICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE **BAKOUNINE**

Présentation du livre de Maurizio Antonioli
“Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire
et anarchisme” publié aux Éditions Noir et rouge

Avec René Berthier et Frank Mintz

**Le samedi 3 mai à partir de 13 h à la librairie l'Émancipation
8, impasse Crozatier,
Métro Faïdherbe-Chaligny (ligne 8)
ou Gare de Lyon (ligne 1 et 14)**



**Découvrez nos nouveaux livres
et nos livres d'occasion
Pot fraternel en fin d'après-midi
Organisé avec les groupes Gaston Leval
et Salvador Seguí de la Fédération anarchiste**